

Les nouvelles générations militantes africaines : Espoirs et vigilances

par Said Bouamama

De l'Afro-pessimisme à l'Afro-optimisme : les enjeux d'un changement de paradigme

par Carlos Sielenou

Futurs camps de bataille des

États-Unis d'Amérique en
Afrique

Nick Turse

Pourquoi l'Occident
devient de plus en plus
agressif en Afrique

Par Olivier A. Ndenkop

Pourquoi l'élite politique
régnante du Sénégal est-elle
servile et contre la paix?

Roland Fodé Diagne



Le Journal de l'Afrique N°11

Editorial

De l'Afro-pessimisme à l'Afro-optimisme : les enjeux d'un changement de paradigme

Par **Carlos Sielenou**

Les nouvelles générations militantes africaines : Espoirs et vigilances

Par **Said Bouamama**

Pourquoi l'Occident devient de plus en plus agressif en Afrique

Par **Olivier Atemsing Ndenkop**

Futurs champs de bataille des États-Unis d'Amérique en Afrique

Par **Nick Turse**

**Après Diouf et Wade, voilà le "Tirailleur" Macky Sall:
Pourquoi l'élite politique régnante du Sénégal est-elle servile et contre la paix?**

Par **Roland Fodé Diagne**

La vidéo du mois de juin



Editorial

Le miracle africain

Longtemps considérée comme le continent de la stagnation qui ne connaît de progrès que dans la misère, l'Afrique se défait progressivement de cette image affligeante.

En effet, alors que la tendance mondiale est au vieillissement de la population, la base de la pyramide des âges s'élargie sur le continent. Au moment où l'économie globale donne des signes d'essoufflement, celle du continent croît inexorablement. Le rapport 2015 des Perspectives économiques de l'Afrique rendu public le 25 mai 2015 en Côte-d'Ivoire par la Banque africaine de Développement (BAD) et ses partenaires annonce des embellies pour 2015 et 2016. Selon ce rapport, le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Afrique connaîtra une croissance de 4,5% en 2015 et de 5% en 2016.

A titre de comparaison, l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) a publié ses prévisions de la croissance mondiale le 3 juin dernier. Elles sont de 3,1% pour 2015 et 3,8% pour 2016. L'économie africaine sera donc au-dessus de la moyenne mondiale.

Ceci n'est pas nouveau. Depuis plus d'une décennie, la croissance est de retour en Afrique. Entre autres facteurs explicatifs : une population jeune, bien scolarisée et très dynamique, les mesures incitatives adoptées par les Etats pour relancer l'économie, la mise en valeur du potentiel agricole, la stabilité politique et la bonne gouvernance qui s'enracinent sur le continent, etc. Bref les conditions pour la réalisation du **miracle africain** sont réunies.

Carlos Sielenou & Olivier Atemsing Ndenkop





Le samedi 11 avril 2015 à l'occasion du 4^{ème} anniversaire du coup d'état franco-onusien qui a renversé Laurent Gbagbo, président constitutionnellement investi de Côte-d'Ivoire, une marche a traversé Paris, réunissant près d'une vingtaine de nations africaines pour la défense des institutions et constitutions africaines. Les manifestants ont déposé une gerbe de fleurs au Conseil constitutionnel français, matrice et souche de tous les Conseils constitutionnels de la Francophonie

Vidéo de la manifestation **ici** <https://youtu.be/c8FJxfpM7Js>

Brèves

Burkina Faso : les restes de Sankara enfin exhumés



Photo DR

Après de 28 ans de blocage judiciaire, la justice du Burkina a finalement été saisie du dossier Sankara, du nom du jeune président révolutionnaire assassiné avec 12 de ses compagnons dans la nuit du 15 octobre 1987. Le 25 mai 2015, les exhumations ont commencé vers 8h au cimetière de Dagnoën à Ouagadougou. Dans la tombe supposée être celle de Sankara, les ossements et les morceaux de tissu ont été prélevés « à 45 centimètres », a indiqué maître Stanislas Bénéwendè, avocat de la famille Sankara.

Resté bloqué pendant les 27 ans de pouvoir de Blaise Compaoré, le dossier Sankara a toujours été annoncé comme une priorité des nouvelles autorités de transition. Elles ont ouvert une procédure judiciaire en mars dernier pour faire éclater la vérité dans cette affaire. Plusieurs personnes ont déjà été entendues par un juge d'instruction. Parmi elles, Mariam Sankara, l'épouse du défunt président.

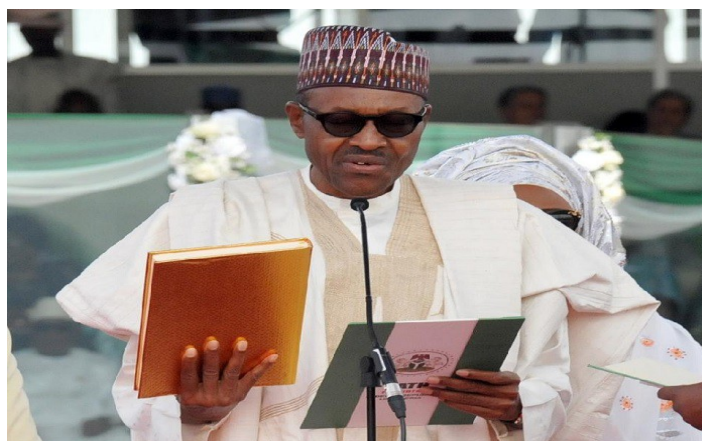
Ile Maurice : une femme désignée présidente



Photo DR

Ameenah Garib-Fakim, 56 ans a été désignée lundi 1^{er} juin 2015 pour occuper la fonction honorifique de présidente de la République de Maurice. Elle succède à Kailash Purryag, qui a démissionné le vendredi 29 mai. Avant de devenir la première présidente de Maurice, Ameenah Garib-Fakim était déjà devenue la première femme professeur d'université dans son pays. Elle est par ailleurs titulaire d'une chaire universitaire en chimie organique. Ameenah Garib-Fakim sera la sixième personne à occuper la fonction présidentielle depuis 1992, date de la création de la République mauricienne.

Nigéria : M. Buhari investit, Boko Haram poursuit les tueries



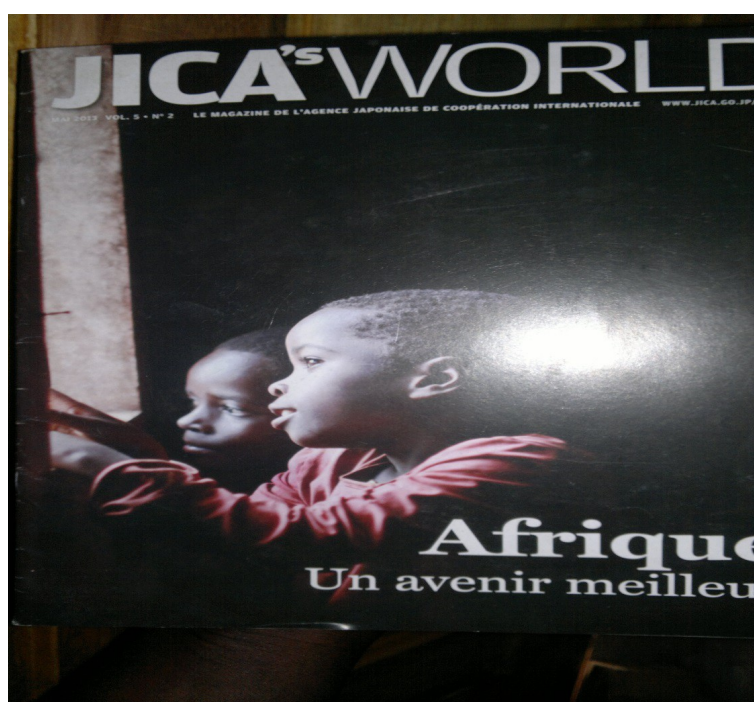
Elu au terme du scrutin de mars dernier, le nouveau président de la République fédérale du Nigéria, Mohammadu Buhari a prêté serment le 29 mai 2015 à Eagle Square. Plusieurs chefs d'Etats du monde ont assisté à cette cérémonie d'investiture : le Sud-africain Jacob Zuma, l'Ivoirien Alassane Ouattara...

Agé de 72 ans, Mohammadu Buhari est un ancien général de l'armée. Entre 1983 et 1985, il a dirigé le Nigéria après un coup d'Etat. Il s'était fait remarquer par sa détermination à combattre la corruption. Aujourd'hui, M. Buhari hérite d'un pays menacé par les terroristes de Boko Haram qui multiplient les attentats dans la ville de Maiduguri.

De l'Afro-pessimisme à l'Afro-optimisme : les enjeux d'un changement de paradigme

Réduite pendant plusieurs décennies à trois grands maux (misère, famine, guerre), l'Afrique est devenue le continent de tous les espoirs après la crise économique de 2008-2009. Ayant merveilleusement résisté aux contrecoups de cette banqueroute mondiale, le continent africain est désormais perçu comme la bouée de sauvetage de l'économie-monde. Sa population jeune et solidement instruite, ses innombrables ressources minières, ses vastes terres arables, son potentiel énergétique... en font le continent de toutes les convoitises en ce début de 21^{ème} siècle.

Par **Carlos Sielenou**



Le magazine de l'agence japonaise de coopération internationale (JICA) célèbre le réveil de l'Afrique. Faisons un petit exercice de mémoire. Il s'agit de parcourir rétrospectivement les pages Afrique de nos journaux d'il y a quelques années. Elles se résument à peu près à ceci :

- 1)- Des hommes et femmes parcourant des kilomètres, parfois enfants au dos, pour fuir la guerre dans leur pays situé quelque part... en Afrique !
- 2)- Des camions réquisitionnés par le Fonds mondial pour l'Alimentation, la Croix Rouge et autres ONGs afin de livrer des tonnes de céréales à des milliers de personnes aux allures faméliques parce que menacées par la famine dans la corne de... l'Afrique !
- 3)- Des gamins de 12-16 ans tenant fièrement une arme reçue pour aller combattre comme enfants-soldats dans les rangs d'une milice à la solde d'un homme politique avide de pouvoir en... Afrique !



4)- Des équipes d'hommes et de femmes venus directement d'Europe de l'ouest ou d'Amérique du nord pour « aider l'Afrique et les Africains » avec au menu : plans d'ajustement structurel, discours sur le transfert de technologie, appui aux efforts démocratiques...

Bref, l'Afrique qui s'étend pourtant sur 30 221 532 km² avec un milliard d'habitants (chiffres de 2010) a été longtemps présentée dans les grands médias comme un continent gueux, ou tout simplement mendiant et parasite. Véritable cas social qu'il fallait aider !

Photo : Investig'Action

Aujourd'hui, les choses ont bien changé. Même si les médias ne communiquent pas avec la même intensité sur ce basculement, force est de constater que l'afro-pessimisme, voire l'afro-pitié a cédé la place à un afro-optimisme qu'il mérite de comprendre.

La vérité des chiffres ou les chiffres de la vérité

« Une nouvelle Afrique a émergé des cendres du passé et prend de l'ampleur. Beaucoup semblent avoir pris un peu connaissance de cette révolution silencieuse qui déferle sur l'Afrique. Il y a un optimisme croissant partout »,

Aliko Dangote, *Dangote News*, ISSN 0189-5826, avril 2012, P.4.

Alors que la tendance mondiale est au vieillissement de la population, le continent africain peut se targuer d'avoir un avantage comparatif majeur en la matière : une population jeune et scolarisée. « Avec près de 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans, l'Afrique possède la population la plus jeune du monde, et celle-ci continue de croître », indique dès ses premières pages le dernier document programmatique de la politique française en Afrique, datant de décembre 2013¹.

Selon les projections des démographes fondées sur l'évolution du taux de natalité, la réduction de la morbidité et donc de la mortalité, la population africaine devrait doubler (deux milliards d'âmes) en 2050. Ce qui fera de l'Afrique la première puissance démographique du monde, devant la Chine et l'Inde. Or la démographie est un facteur de puissance.

Toujours pour ce qui est des avancées enregistrées sur le continent, les statistiques du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sont encore plus éloquentes. La mortalité des moins de cinq ans est passée de 146 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1990 à 90 décès en 2011, soit une diminution de 38 %. De même, le taux de mortalité maternelle est passé de 745 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 429 en 2010, soit une diminution de 42 % peut-on lire dans un récent rapport du PNUD intitulé *Perspectives économiques en Afrique 2014*². « Entre 2000 et 2012, l'espérance de vie a augmenté de 5,5 ans [sur le continent], passant à 55 ans, alors qu'entre 1990 et 2000, elle avait stagné », complète le quotidien *Le Monde* (19.05.2014).

Il est important de rappeler que les deux milliards d'Africains attendus d'ici 2050

¹ Hubert Védrine, *Un partenariat pour l'avenir. 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France*, 2013, P. 36

² PNUD, *Perspectives économiques en Afrique 2014*. Les chaînes de valeurs mondiales et l'industrialisation en Afrique.



constitueront deux milliards de main d'œuvre et autant de consommateurs qui boosteront la production et la consommation intérieures ainsi que le commerce intra-africain.

En attendant, il importe de constater que l'urbanisation avance à grand pas sur le continent. « En 1980, seulement 28% de la population africaine vivait dans les villes. Aujourd'hui, pour un milliard d'habitants, ce chiffre est passé à 40%, se rapprochant ainsi de la Chine et dépassant l'Inde ». Bien plus, l'Afrique « abrite déjà 52 villes d'au moins un million d'habitants, comme c'est le cas en Europe occidentale³ ». Et « la population urbaine du continent devrait s'accroître de 414 millions à plus de 1,2 milliard d'ici 2050⁴ »

60% des terres arables non encore cultivées dans le monde se trouvent en Afrique. C'est d'ailleurs ce qui explique la ruée des multinationales de l'agroalimentaire sur le continent. Malgré le pillage séculaire et systématique de son sous-sol, l'Afrique dispose toujours d'une grande quantité de matières premières indispensables pour le fonctionnement des industries de la planète : manganèse, cobalt, uranium, alumine, fer...

L'Afrique aide l'Occident

Le fait est assez marquant pour ne pas être souligné. Frappé de plein fouet par la crise économique de 2009, le Portugal a dépêché son Premier ministre en Afrique pour aller demander de l'aide à son ex-colonie : l'Angola. Face à un José Edouardo Dos Santos (président angolais) droit sur ses bottes, Pedro Passos Coelho (Premier ministre portugais) s'est plié en quatre pour demander un appui financier. « *Le capital angolais est le bienvenu chez nous !* », a ainsi lancé le dirigeant portugais en visite à Luanda en novembre 2012. Un pays africain qui vole au secours de son ex-colonisateur, c'est une véritable dialectique maître-esclave, version Hegel !

Au-delà du symbolisme, les fonds injectés par l'Angola ont certes apporté une bouffée d'oxygène à l'économie portugaise devenue exsangue, mais ils ont surtout permis de changer la perception que nombre de pays occidentaux avaient de l'Afrique. Et depuis lors, le continent est devenu une terre d'opportunités et est traité avec plus de respect par les Occidentaux qui s'étaient jusqu'ici distingués par un paternalisme et une condescendance de mauvais aloi.

L'une des preuves de ce changement a par exemple été apportée par le ministre de l'Économie et des Finances français en 2013. Face à plusieurs centaines de dirigeants et hommes d'affaires africains réunis en marge du sommet Afrique-France tenu à Paris en décembre 2013, Pierre Moscovici n'est pas passé par quatre chemins pour avouer que « *l'Afrique est une chance pour la France* ».

L'Afrique de plus en plus courtisée

On connaissait déjà les sommets France-Afrique, ces rencontres réunissant autour de la France ses ex-colonies autrement appelées « pays du pré-carré français ». Ces rendez-vous permettaient et permettent encore à la France de maintenir sa tutelle sur les

³ Le Monde, 19 mai 2014

⁴ Rapport Védrine, P. 36



matières premières et l'ouverture de l'économie des pays concernés aux entreprises françaises en priorité ; ceci dans le prolongement des accords économiques léonins signés au moment des indépendances des années 1960.

A la suite de la France, plusieurs autres pays ont initié des Sommets avec l'Afrique dans le but d'établir des relations politiques, diplomatiques, militaires et surtout économiques privilégiées avec le continent. On a désormais le Sommet Japon-Afrique connu sous l'acronyme Ticad, le sommet Chine-Afrique, le sommet Inde-Afrique, le sommet Brésil-Afrique et plus récemment le sommet Etats-Unis. Dans ce dernier cas, le président états-unien a réuni les chefs d'Etats africains à Washington en août 2014 afin de redorer le blason de son pays en espérant gagner le cœur des Africains de plus en plus sensibles aux sirènes de Pékin.

En 2013, la France s'est dotée d'une nouvelle boussole pour aller plus efficacement à la (re)conquête de l'Afrique où « elle a perdu la moitié de ses parts de marché en 10 ans ». Il s'agit d'un rapport de 170 pages rédigé sous la direction de l'ancien ministre des Affaires Etrangères Hubert Védrine, à la demande du ministère de l'Economie et des Finances. Intitulé « *Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France* », ce rapport passe en revue les différents secteurs économiques du continent, fournit des informations précises sur les puissances concurrentes qui s'y sont déjà établies et formule 15 mesures que la France doit adopter pour ne pas perdre « le continent de l'avenir ».

La compétition des barons

Aujourd'hui, la bataille pour le leadership mondial oppose les pays de la Triade (Amérique du nord, Europe de l'Ouest et Japon) aux puissances émergentes dirigées par la Chine. Les premiers veulent rester maîtres de l'économie mondiale tandis que les seconds sont déterminés à leur ravir la vedette. L'Afrique est l'enjeu de cette compétition des barons. Tous savent que celui qui contrôle l'Afrique contrôlera le monde de demain. Car les ressources du continent évoquées plus haut permettront à une puissance quelconque de damer le pion à ses concurrents. Or si les deux groupes d'acteurs ont plus ou moins les mêmes intentions (profiter des ressources africaines), ils se distinguent par la différence de leur approche, d'une part et le poids de l'histoire, d'autre part.

Contrairement aux pays occidentaux qui trainent un lourd passé de domination et de colonisation, les pays émergents ont plutôt fait les frais de cette domination. Lorsque vous examinez le passé des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), une constance se dégage : l'impérialisme direct ou indirect de l'Occident. Ayant eux-mêmes expérimenté la domination et confirmé sa dangerosité, les nouveaux pays émergents ne brillent pas (jusqu'ici) par la condescendance et l'ingérence qui caractérisent les puissances occidentales. D'ailleurs, les BRICS semblent travailler pour améliorer les conditions de vie des citoyens des pays pourvoyeurs de matières premières.

En effet, depuis que l'Afrique a décidé de diversifier ses partenariats sur le plan économique, l'on assiste à la construction des infrastructures du nord au sud et de l'est à l'ouest du continent. On peut ici citer des écoles, des hôpitaux, des infrastructures sportives et routières. Autant de réalisations qui ont très vite conduit les Africains à faire



le bilan de leur « coopération » avec l'Occident. A la lecture des médias du continent, il ne fait pas l'ombre d'un doute que ce bilan est négatif. Les éditorialistes ne cessent de parler d'un « esclavagisme des temps modernes ». Sur la question, Charles Ateba Eyene a publié un livre au titre évocateur: *La pénétration de la Chine en Afrique et les espoirs de la rupture du pacte colonial avec l'Occident*. Comme pour clouer les Occidentaux au pilori, l'auteur écrit « A Yaoundé comme à Douala, les routes construites par les Chinois nous font réaliser des économies. En le disant, nous mettons au défi chacun et tous en ce qui concerne le coût et l'opportunité de l'échangeur que la France vient de construire à Yaoundé, au niveau des services de la région. Au vrai, si ce marché avait été confié aux Chinois, le montant ne serait pas celui qu'on déclare et il n'y aura pas autant d'avenants⁵ ».

Ayant fait de la lutte contre l'exploitation de l'Afrique par l'Occident sa ligne éditoriale, la chaîne de télévision Afrique Média a le vent en poupe sur le continent. Ses émissions phares : « *le débat panafricain* » et « *Le mérite panafricain* » sont suivies par des millions de téléspectateurs qui appellent de toutes les régions de l'Afrique pour dire tout le mal qu'ils pensent de l'Occident. Et les présidents les mieux cotés dans *Le mérite panafricain* sont ceux qui résistent aux diktats de l'Occident : Robert Mugabé président du Zimbabwe, Obiang Nguema président de Guinée Equatoriale, Edouardo Dos Santos président angolais...

Face à la percée des pays émergents, l'Occident revoit progressivement son discours sur l'Afrique. Aujourd'hui, dans plusieurs rapports et documents officiels des pays occidentaux, on peut lire : « [le continent] *affiche une situation économique flatteuse quand celle-ci se dégrade ou montre des signes de ralentissement dans de nombreux pays avancés et émergents* »⁶. « *Le potentiel agricole, hydroélectrique et énergétique de l'Afrique est immense* », « *L'épargne est aujourd'hui abondante en Afrique* ». « *La croissance des marchés financiers africains est spectaculaire depuis le début des années 1990* » « *L'Afrique subsaharienne possède également un extraordinaire potentiel naturel*⁷ »...

Au-delà du discours, l'on assiste également à une arrivée massive des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique. La présence occidentale en Afrique est vieille de plusieurs siècles. Depuis les comptoirs coloniaux, les grands groupes commerciaux, les mastodontes du bâtiment et des travaux publics, de l'armement, les pétroliers occidentaux ont fait fortune en Afrique. Sont par la suite arrivés les opérateurs des télécommunications, les constructeurs automobiles...

Les deux facteurs évoqués plus haut, à savoir la crise économique et l'arrivée des pays émergents, ont incité des entreprises occidentales à s'implanter sur le continent africain autrefois réduit à une simple réserve de matières premières ou à un vaste débouché.

Pour ne prendre que le cas de la France, on constate qu'en moins de deux ans, ses

⁵ Charles Ateba Eyene, *La pénétration de la Chine en Afrique et les espoirs de la rupture du pacte colonial avec l'Occident*, Yaoundé, Saint-Paul, 2010, P.19

⁶ Hubert Védrine, *Un partenariat pour l'avenir. 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France*, 2013, P.19

⁷ P.39



principaux fabricants de voitures ont pris pied en Afrique. Pour satisfaire la demande en automobiles portée par la classe moyenne, Renault a ouvert une usine en Algérie, plus précisément dans la localité d'Oran. Celle-ci a été inaugurée début novembre 2014 par le ministre des Affaires Etrangères, Laurent Fabius, et son collègue de l'Economie, Emmanuel Macron. Le 21 mai 2015, le quotidien Les Echos a annoncé l'arrivée prochaine de *PSA Peugeot Citroën* au Maroc. Peu avant, l'agence *Bloomberg*, citant une source interne à *PSA Peugeot Citroën*, a révélé que le projet pourrait être officialisé dès juin 2015 en vue de répondre aux besoins du marché maghrébin.

Comme des abeilles attirées par le miel, les leaders mondiaux de la grande distribution affluent sur le continent : Wal-Mart, SPAR, Casino, etc. « *Un certain nombre d'entreprises ont créé ou sont en train de créer un département Afrique (Banque Lazard, Rothschild...) dont l'expertise pourrait être mobilisée* », conclut le Rapport Védrine⁸.

Mais l'Afrique ne sera plus jamais le terrain de chasse exclusif des étrangers. Les fils et filles du continent y investissent déjà des sommes astronomiques.

L'économie africaine s'africanise

Autrefois portée par les investisseurs étrangers, l'économie africaine s'africanise prodigieusement. Et on assiste à l'émergence d'une bourgeoisie continentale qui ne néglige aucun secteur. Déjà, les grands médias s'ouvrent au fur et à mesure à l'Afrique et aux Africains. Et le misérabilisme a vite cédé la place à l'espoir. Comment pouvait-il en être autrement lorsque des Africains figurent de plus en plus sur le top-100 des grandes fortunes du monde ? Dans l'édition du 7 mars 2012, le magazine *Forbes* énumérait 18 Africains qui avaient amassé une fortune de plusieurs milliards de dollars : les Nigériens Aliko Dangote et Mike Adenuga, Nicky Oppenheimer d'Afrique du Sud, l'Egyptien Nassef Sawiris...

La cimenterie

Autrefois dominé par les groupes étrangers, le secteur de la cimenterie s'africanise rapidement grâce aux investissements consentis par Aliko Dangote. Le Noir le plus riche, classé 76^{ème} fortune mondiale par *Forbes* avec une fortune de 24 milliards de dollars, a décidé de construire des cimenteries dans près de 10 pays du continent pour profiter d'une croissance qui permet des constructions tous azimuts. La plus grande des cimenteries Dangote a été inaugurée à Ibese dans l'Etat d'Ogun le 9 février 2013 par le président de la République fédérale du Nigéria, Goodluck Jonathan, entouré de...15 gouverneurs. Cette grande usine avait une capacité initiale de 6 millions de tonnes par an.

Dangote Cement Group s'est implanté au Sénégal, en Zambie, en Tanzanie, en Afrique du Sud, dans la République du Congo, en Ethiopie et au Cameroun. Dans ce dernier pays, l'arrivée de *Dangote Cement* est un coup dur pour la multinationale occidentale *Lafarge* qui avait depuis 50 ans le monopole de la production du ciment à travers sa filiale Cimencam. Aujourd'hui, Lafarge voit ses parts de marché se réduire comme peau de chagrin, grignotées par Dangote et Cimaf (Ciment d'Afrique).

⁸ Rapport Védrine, P. 142



Quid du secteur bancaire ?

Le secteur bancaire africain est lui aussi pris d'assaut par des Africains qui rivalisent de stratégies pour imprimer leur marque dans le cercle fermé de la finance. On y retrouve en bonne place les groupes sud-africains Standard Bank/Stambic (présent dans 23 pays d'Afrique centrale, orientale et australe) et Nedbank. Le groupe nigéro-togolais Ecobank est établi dans 32 pays d'Afrique occidentale, centrale, orientale et australe. *Bank of Africa* BOA, groupe originaire du Mali, est implanté dans 15 pays d'Afrique subsaharienne. Le marocain Attijariwafa Bank poursuit son ascension. Il est déjà présent dans 11 pays d'Afrique. L'ivoirien NSIA ne cesse d'élargir son spectre d'implantation. Au Cameroun, *Afriland First Bank*, propriété du milliardaire et intellectuel prolifique Paul Fokam Kenmogne, est devenue la première banque au plan national en talonnant la BICEC, filiale locale du groupe français BNP-Paribas.

Télécommunication et média

Dans sa deuxième édition publiée en février 2015, le *Magazine Afrique*, bimestriel de l'économie, du développement et de l'entrepreneuriat, a consacré un dossier de 5 pages à la percée de la téléphonie mobile en Afrique centrale. On y apprend que, de 2005 à 2009, « le marché du mobile africain [était] le premier en terme de croissance sur cette période avec le marché chinois ». Le journal relève surtout la grande compétition à laquelle se livrent les compagnies pour capter les milliards dans le secteur de la télécommunication. *Airtel, Azur, Libertis, Orange, Sotel, Telecel, Moov, Etisat, Hits Telecom* ou encore *MTN* se battent pour élargir leurs parts respectives dans un marché en plein essor. « Les entreprises de télécom ont enregistré 316 millions de nouveaux abonnés africains depuis 2000 », confirme le quotidien *Le Monde* (19.05.2014)

Les groupes africains sont bien présents dans cette compétition des grandes marques. Le sud-africain *MTN* est déjà présent dans seize pays. Maroc Telecom fait aussi la course en tête.

Le secteur des médias et de la culture n'est pas en reste. On y assiste à une véritable effervescence portée par des chaînes de télévision comme *Africâble* (malienne), *Africa 24* et *Afrique Media* (détenues par les Camerounais Constant Nemale et Justin Tagouh), *3A Télésud, NotreAfrik...* Dans le domaine de la production cinématographique, les nigériens *Nollywood* et *Africa Magic* ouvrent le génie artistique africain au monde.

Transport aérien

Sur le continent, *Kenya Airways* et *Ethiopian Airlines* constituent des compagnies rentables et en expansion. Cette dernière possède la flotte la plus moderne d'Afrique. Première compagnie en nombre de destinations, premier opérateur cargo et première compagnie pour la qualité de ses services, elle dispose d'une flotte de 60 appareils *Boeing* et *Bombardier*. *Ethiopian Airlines* a transporté 5 millions de passagers et 160 000 tonnes de fret en 2011 et prévoit d'ici 2025 de doubler sa flotte, de transporter 18 millions de passagers et 1,2 million de tonnes de fret par an⁹.

⁹ Le quotidien de l'économie, N°2, « Ethiopian Airlines, la vitrine de l'expansion », P. 37, par Abdéramane Abakar.



L'expansion fulgurante de ces groupes illustre l'existence d'un environnement concurrentiel et montre les capacités des investisseurs africains.

Les grands médias à l'assaut du continent

Autrefois délaissée par les grands groupes médiatiques, l'Afrique occupe une place importante dans la stratégie d'extension/expansion des médias *mainstream*. Depuis des décennies, *Radio France International*, la *Voix de l'Amérique*, la *Deutsch Weller* et *BBC* émettent en modulation de fréquence sur le continent. La chaîne *BBC* a ouvert une base à Dakar au Sénégal. *Euronews* envisage de créer une chaîne africaine. Selon des informations publiques, celle-ci va être implantée au Congo en 2015 et sera dirigée par Stephen Smith, ancien journaliste au Monde et auteur d'un livre controversé qui a pour titre *Négrologie*. Le groupe français Canal Satellite vient de lancer A+, une chaîne entièrement consacrée à l'Afrique.

En partenariat avec plusieurs journaux du continent, le quotidien Le Monde a créé un site consacré à l'Afrique : Le Monde Afrique. Le magazine *Forbes* a lancé son édition continentale avec pour titre *Forbes Afrique* sous la direction du journaliste Michel Lobè Ewane.

A son tour, la Chine investit largement dans les médias en Afrique. *Le China Daily* a lancé une édition africaine. La société d'État *China Radio International* dispose de stations FM dans 3 villes est-africaines. La *China International Television Corporation* a récemment acheté le groupe *Independent News and Media*, l'une des principales entreprises de presse sud-africaine. Pour boucler la boucle, la *CCTV* a installé le siège de sa branche africaine à Nairobi en 2012 et diffuse des émissions telles que « *Africa Live* » et « *I Love Africa* ».

On le voit, malgré le faible niveau de développement des infrastructures, l'insuffisance de l'énergie électrique, l'existence de nombreuses barrières douanières et les taxations multiples, l'Afrique devient une destination privilégiée pour les investisseurs. Ils sont encouragés par l'existence des matières premières, d'une main d'œuvre de plus en plus qualifiée, d'un marché constitué et surtout d'une stabilité politique qui s'enracine sur le continent. Autant d'atouts qui ont fini par renverser le misérabilisme collé pendant plusieurs siècles au continent des Pharaons.



LES NOUVELLES GENERATIONS MILITANTES AFRICAINES : ESPOIRS ET VIGILANCES

« Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, l'accomplir ou la trahir », Frantz Fanon



La jeunesse africaine est de nouveau confrontée à la découverte de sa « mission », pour reprendre l'expression de Frantz Fanon. De manière significative en Egypte, en Tunisie ou au Burkina Faso, les vastes mobilisations de la jeunesse ont été accompagnées d'une redécouverte des grandes figures des indépendances (Nasser, Sankara, N'Krumah, etc.).

Par **Saïd Bouamama**

Des manifestations contre l'exploitation du gaz de schiste en Algérie aux grandes grèves des mineurs en Afrique du Sud, en passant par le formidable mouvement de révolte qui mit fin au règne de l'assassin de Sankara au Burkina et par les révolutions égyptienne et tunisienne, etc., il existe un point commun que les médias dominants se gardent bien de souligner : la présence massive de jeunes. De nouvelles générations militantes émergent, réagissant, d'une part, aux conditions d'existence scandaleuses imposées par la mondialisation capitaliste et, d'autre part, à l'action des gérants locaux de cette mondialisation que sont la plupart des gouvernements en place. Cette nouvelle attitude militante de la jeunesse a une base concrète : les mutations sociologique et démographique du continent et la paupérisation massive des jeunes. C'est pourquoi les puissances impérialistes, par le biais des ONG, sont particulièrement actives pour détourner cette jeunesse de la mission qu'elle s'est donnée : la lutte pour la seconde indépendance.

Une Afrique jeune

L'Afrique a la population la plus jeune du monde. Le continent compte 200 millions de jeunes de 15 à 24 ans et ce chiffre devrait doubler à l'horizon 2045. Les moins de 15 ans forment 40 % de la population alors que les plus de soixante ans ne comptent que pour 5,5 %. Les deux tiers de la population ont moins de 30 ans et plus de 50 % ont une moyenne d'âge de 21 ans.(1) De cette structure démographique découle une conséquence sur le marché du travail : « Si cette tendance se poursuit, la main-d'œuvre du continent sera d'un milliard de personnes en 2040. Ce sera la plus nombreuse au monde, dépassant celle de la Chine et de l'Inde » (2).

Cette jeunesse est également caractérisée par un chômage massif. Ainsi près de 60 % des chômeurs africains sont des jeunes et, dans la plupart des pays du continent, le taux de chômage des moins de 25 ans est deux fois plus important que celui des adultes. Il est par exemple de 23,4 % en Afrique du Nord en 2009 soit 3,8 fois plus important que celui des adultes. En Afrique du Sud, il est de 48 % soit 2,5 fois plus élevé que celui des adultes (3). Pour la grande majorité de ces jeunes, il ne reste que le secteur informel pour tenter de survivre. La pauvreté massive est en conséquence une autre caractéristique de la jeunesse africaine. En moyenne, 72 % des jeunes Africains vivent avec moins de deux dollars par jour et ce taux dépasse les 80 % dans des pays comme le Nigéria, l'Ouganda ou la Zambie (4).

Soulignons enfin que la jeunesse africaine est également de plus en plus instruite. N'en déplaise aux nostalgiques de la colonisation, l'accès à la scolarité est un des résultats des indépendances. Malgré la dégradation des conditions et de la qualité de l'enseignement, les gouvernements, mêmes les plus réactionnaires, hésitent, par peur des révoltes sociales, à remettre en cause l'accès à l'enseignement. Ils sont ainsi aujourd'hui 42 % des 20-24 ans à avoir reçu un enseignement secondaire.

Une jeunesse de plus en plus importante mais également fortement touchée par le chômage, l'emploi informel et la pauvreté. Une jeunesse également plus instruite. C'est cette base matérielle qui explique le renouveau militant dans la jeunesse africaine.

Un nouvel âge politique



Le changement dans la place de la jeunesse n'est pas que quantitatif. Un processus qualitatif porteur de conscientisation est également à l'œuvre. On peut ainsi, selon nous, évoquer l'existence de « trois âges » de la jeunesse africaine. Chacun de ces âges a forgé son rapport au monde et son expérience politique dans un contexte particulier. Le premier âge est celui de la jeunesse des décennies 60 et 70 que nous pouvons qualifier de « jeunesse des indépendances ». Cette génération émerge dans un contexte de lutte



des peuples africains pour l'émancipation nationale et sociale. Sur le plan de l'expérience, elle a connu la colonisation ou l'héritage immédiat de celle-ci. Sur le plan matériel, du fait des indépendances, elle connaît globalement (bien sûr de manière hétérogène d'un pays à l'autre) une amélioration de ses conditions d'existence (accès à la scolarité, à la santé, etc.). Sur le plan idéologique, elle se caractérise par l'anti-impérialisme et la volonté de « servir le peuple ». Un tel contexte est producteur d'un rapport au monde optimiste, d'engagements progressistes et d'une conscience anti-impérialiste et panafricaine.

Le second âge est celui des décennies 80 et 90 que nous pouvons qualifier de « jeunesse de la mondialisation et des plans d'ajustement structurel ». Cette génération émerge dans un contexte mondial marqué par la fin de l'URSS et par la victoire de la mondialisation capitaliste. Sur le plan de l'expérience, elle a connu la disparition successive des expériences progressistes africaines du fait des « coups d'Etat », des assassinats de leaders révolutionnaires, des contraintes du nouveau rapport de forces mondial. Sur le plan matériel, elle connaît les plans d'ajustements structurels et la paupérisation massive qu'ils produisent. Sur le plan idéologique, elle se caractérise par la croyance en l'économie de marché et à l'idéologie des « droits de l'homme ». Un tel contexte est producteur d'un rapport au monde fait de mimétisme de l'Occident, de débrouille individuelle, d'individualisme et d'une tendance au renoncement à la lutte politique collective.

Le troisième âge est l'âge actuel que nous pouvons qualifier de « jeunesse de la seconde indépendance ». Cette génération émerge dans un contexte mondial marqué par la multiplication des agressions impérialistes pour le pillage des richesses naturelles et par la faillite des choix libéraux mais aussi par le développement des puissances émergentes. Sur le plan matériel, elle connaît une « descente aux enfers » les cantonnant dans une « logique de survie ». Sur le plan idéologique, cette jeunesse renoue avec la mobilisation politique tout en n'ayant pas encore trouvé de canal d'expression de sa révolte. Elle expérimente en conséquence de nouvelles formes d'organisation et de contestation. Un tel contexte est producteur d'un rapport au monde fait de mobilisations collectives mais sporadiques, de radicalisations anti-impérialistes mais encore peu formalisées, de révoltes sociales ne parvenant pas encore à se transformer en révolution.

La jeunesse africaine est de nouveau confrontée à la découverte de sa « mission » pour reprendre l'expression de Frantz Fanon. De manière significative en Egypte, en Tunisie ou au Burkina Faso, les vastes mobilisations de la jeunesse ont été accompagnées d'une redécouverte des grandes figures des indépendances (Nasser, Sankara, N'Krumah, etc.). Même dans les pays qui n'ont pas connu ce type de mouvement, on assiste à une redécouverte de ces figures dans les chansons de Raps, sur les maillots, etc. Cette recherche d'un ancrage dans les luttes passées souligne la sortie d'une période de « haine de soi » et de fascination de l'Occident. Elle reflète également le développement d'une conscience, certes encore embryonnaire, de la nécessité de reprendre le combat des anciens. C'est pourquoi, il nous semble que l'expression la plus pertinente est celle de « seconde indépendance ». Cette expression est en effet apparue et a été théorisée dans la décennie 60 pour souligner la nécessité de parachever l'indépendance politique par une réelle indépendance économique.



Une jeunesse reprenant le chemin des luttes collectives, tendant à rompre avec la fascination de l'Occident et essayant de renouer avec les périodes antérieures du combat émancipateur, telles sont les deux caractéristiques dominantes de la jeunesse africaine.



Le rôle de détournement des consciences des ONG

Les grandes puissances sont lucides sur ces mutations de la jeunesse africaine. Elles sont conscientes des dangers que font peser ces changements pour leurs intérêts. Elles développent une politique ambitieuse de détournement des consciences par le biais d'ONG multiples et touchant tous les champs de la vie sociale. Le phénomène n'est pas nouveau mais connaît aujourd'hui une nouvelle impulsion en lien avec les nouvelles luttes de la jeunesse.

Dans la décennie 60 les USA et les puissances européennes ont déjà initié de vastes programmes « d'aide » portés par des ONG. Le panafricain Kwame N'Krumah a dès 1965 alerté sur le rôle néocolonial des ONG du Nord.(5) Echanges universitaires, formations de syndicalistes, formation des leaders, etc., c'est tous azimuts que se sont développées des ONG visant à détourner la jeunesse de la conscience anti-impérialiste. Il en est de même aujourd'hui. Donnons quelques informations sur les caractéristiques de ces ONG :

D'une manière générale, les associations du tiers-monde ont peu voix au chapitre quand il s'agit de décider de l'orientation des programmes d'aide financés par le Nord. Seules 251 des 1 550 ONG associées au département d'information des Nations unies sont basées dans des pays en développement. Des études montrent également que, sur cinquante associations occidentales spécialisées dans le plaidoyer, seulement deux avaient effectivement consulté leurs partenaires du Sud avant d'engager une action en leurs noms. Les ONG du Nord affirment que les associations du tiers-monde ne sont pas assez solides pour se passer de leur encadrement » (6)

S'appuyant sur la précarité économique de la jeunesse, ces ONG offrent des places de survie aux leaders potentiels des luttes et les mettent ainsi sous leur dépendance. Les programmes d'échanges et de formations sont de plus de véritables mécanismes de formatage idéologique. A l'analyse politique et économique, ces formations substituent l'approche méthodologique et technicienne, la revendication politique est remplacée par la compassion humanitaire, l'organisation des premiers concernés est abandonnée au profit d'une dépendance vis-à-vis de l'aide. Il s'agit ni plus ni moins que de dépolitiser une jeunesse qui a d'abord besoin d'un outil politique pour organiser sa « mission générationnelle » comme le dit Fanon.



Mais les ONG ont également une fonction plus immédiate : celle de justifier les interventions militaires occidentales. C'est en s'appuyant sur des rapports « objectifs » d'ONG que se déploient des opérations de déstabilisation de gouvernements ayant commis le crime de s'éloigner de la ligne dictée par Washington ou par l'Europe comme, par exemple, de passer un contrat commercial avec une puissance émergente. Les mêmes rapports préparent également les opinions publiques à accepter l'arrivée de troupes étrangères comme solution aux crises.

Le nouveau développement de l'action des ONG en Afrique n'est pas le fait d'une poussée de conscience humanitaire en Occident. Il reflète les nouvelles potentialités révolutionnaires de la jeunesse du continent et vise à les neutraliser et à les instrumentaliser. Comme dans la décennie 60, la jeunesse africaine est de nouveau confrontée aux tâches de formations politiques des militants et d'organisations des damnés de la terre.

Notes :

- 1) http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/youth_employment/, consulté le 27 avril 2015 à 10h 40.
- 2) Banque Africaine de **développement**, OCDE, PNUD, *Perspectives économiques en Afrique*, 2012, p. 108.
- 3) http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/youth_employment/,
- 4) Ibid.
- 5) Kwame Nkrumah, *Le néocolonialisme, dernier stade de l'impérialisme*, Présence Africaine, Paris, 1973, chapitre « les mécanismes du néocolonialisme », p. 245.
- 6) **Marc-Antoine Perouse de Montclos**, *La face cachée des ONG*, Politique internationale la revue, n° 116, http://www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id_revue=116&id=656&content=texte



Pourquoi l'Occident devient de plus en plus agressif en Afrique

Le Soudan, la Côte-d'Ivoire, la Libye, la RCA, le Mali sont les nouveaux laboratoires de l'agressivité d'un capitalisme occidental en crise structurelle depuis 2008. Pourquoi l'Occident qui ne s'est jamais comporté en enfant de chœur devient-il encore plus agressif en Afrique ? C'est parce que ce continent, qui était considéré depuis le 19^{ème} siècle comme une réserve de matières premières à la disposition exclusive du capitalisme européen et nord-américain, a décidé de s'émanciper en s'ouvrant à d'autres partenaires, notamment la Chine et les autres pays émergents. Un véritable crime de lèse colonisateur !

Par **Olivier Atemsing Ndenkop**



La crise de 2008, une crise du système capitaliste

Fin 2008 début 2009, l'économie états-unienne entre dans une profonde crise causée par les prêts immobiliers à risque. Les bénéficiaires de ces prêts n'ayant pas pu respecter les échéances, le système financier s'est bloqué. Les banques, les sociétés immobilières, les industries... tombaient progressivement en faillite et la crise des subprimes est devenue la crise tout court. Les fleurons de la puissance états-unienne comme *American International Group*, *Ford*, *General Motors*, *Chrysler* n'ont pu être sauvés que par l'argent du contribuable mobilisé pour aider les capitalistes spéculateurs victimes de leur boulimie du profit. Le coût/coup social de ce krach est énorme : montée vertigineuse du

chômage, réduction des revenus, augmentation du taux de suicide...

Comme une trainée de poudre, la crise traverse les Etats Unis d'Amérique et atteint l'Europe. Si aux USA ce sont les entreprises qui sont tombées en faillite, en Europe ce sont les Etats qui sombrent dans cette situation infâmante. Le Portugal et la Grèce sont officiellement déclarés en récession. Pour la première fois dans l'histoire, plus vieux colonisateur européen (le Portugal) est allé demander de l'aide à l'une de ses anciennes colonies : l'Angola.

Mais le cercle des Etats occidentaux en difficulté va bien au-delà des deux cités. En témoigne l'évocation et la mise en place de cures d' « austérité » dans des pays comme la France, l'Angleterre, etc. De fait, les grandes puissances occidentales n'ont plus les moyens de maintenir le niveau de vie de leurs citoyens. Ils n'ont plus les moyens de faire fonctionner de manière optimale les institutions étatiques. Pis, les coupes opérées sur les secteurs sociaux (éducation, santé, sécurité sociale, retraite) -toujours les premières victimes de la récession- ne sont ni suffisantes ni efficaces à long terme puisqu'elles rendent les régimes impopulaires.

Une crise aux conséquences désastreuses

La première conséquence de cette crise est qu'elle a détruit le mythe de l'inébranlabilité du système capitaliste que l'états-unien d'origine japonaise Francis Fukuyama avait tôt fait de présenter comme « *la fin de l'histoire* », enthousiasmé qu'il était par la chute de l'Union des Républiques socialistes et soviétiques (URSS). Avec la crise de 2008, qui n'était pas une simple crise due à une mauvaise gestion du capital par les hommes mais une crise du système capitaliste dans lequel l'absence de règles est érigée en règle, l'humanité a compris que l'histoire du capitalisme ne faisait que commencer. Deuxième conséquence qui découle d'ailleurs de la première : les BRICS (pays émergents conduits par la Chine) ont profité de la faillite de l'Occident pour conquérir des parts de marché au point de constituer un véritable contrepoids à l'hégémonie des puissances occidentales. Très vite, une guerre d'un genre particulier a donc été ouverte avec, comme belligérants, les pays occidentaux d'une part et les puissantes émergentes d'autre part. Pour l'Occident, cette guerre pour la (re)conquête de l'hégémonie mondiale a trois objectifs. Elle doit permettre de mettre la main sur les matières premières afin de relancer la machine capitaliste grippée. Ensuite empêcher aux pays émergents de prendre le contrôle de ces ressources pour accélérer leur industrialisation. Enfin, l'Occident fait la guerre pour fragiliser l'Afrique afin d'y empêcher tout véritable développement endogène. Il n'échappe à personne que les chefs d'Etat qui s'engagent à développer leur pays sont : assassiné (Kadhafi), renversé (Gbagbo) ou diabolisés (Bouteflika, Mugabe, Obiang Nguema, Kabila, Dos Santos).

Afrique, premier théâtre de guerre de l'Occident

La thèse selon laquelle « *tout ce qui arrive à l'Afrique (guerres, pillage, corruption) n'est que le résultat des turpitudes des Africain(es). L'étranger n'y est pour rien* » ne manque pas de défenseurs. Mais cette « *théorie de l'ultra-naïveté*¹⁰ », fille de la propagande de guerre n'enlève rien au fait que les guerres en Côte-d'Ivoire, en Libye, au Mali, en RCA étaient avant tout des guerres de l'Occident impérial pour relancer son économie en crise

¹⁰ L'expression est de Michel Collon dans la préface du livre d'Eva Golinger, *Code Chavez. CIA contre Venezuela*, Oser dire, P.31



profonde.

En Côte-d'Ivoire, premier pays producteur de cacao au monde, première économie d'Afrique de l'ouest, la France, ancienne puissance coloniale, a tenté depuis 2002 de renverser le régime du président démocratiquement élu Laurent Gbagbo. Le malheur de l'ancien opposant devenu chef d'Etat est d'avoir voulu faire passer le développement de son pays et le bien-être des Ivoiriens avant les intérêts des multinationales occidentales qui régnaient en maîtres incontestés dans le pays. Soit dit en passant, c'est Félix Houphouët-Boigny, premier président ivoirien qui a inventé le terme *Françafrique* pour désigner le cadre des relations privilégiées qu'il souhaitait entre la France et l'Afrique. Pour ne pas perdre « sa » Côte-d'Ivoire, Nicolas Sarkozy a déployé les troupes et l'artillerie française pour pilonner le palais présidentiel ivoirien et en extraire le chef de l'Etat et l'envoyer à la Cour pénale internationale où il est incarcéré jusqu'aujourd'hui. En lieu et place, Alassane Ouattara, ami personnel de Sarkozy est installé. Depuis lors, les entreprises occidentales sont remontées en selle. Et guise de récompense, Ouattara dont l'épouse est française bénéficie de la plus grande attention des dirigeants et des médias occidentaux.

En Libye, l'un des rares pays au monde où l'argent du pétrole était investi dans le développement du pays, Mouammar Kadhafi a commis l'« erreur » de mobiliser des fonds pour lancer le premier satellite africain, créer la Banque centrale africaine (BCA), le Fonds monétaire africain (FMA), la Banque africaine d'investissements (BAI)... Tous ces projets étant lancés, l'Occident se voyait perdre une part importante des ressources nécessaires à sa survie. Avec le satellite africain, l'Occident perdait 500 milliards de FCFA (1 milliard de dollars), montant que les sociétés de téléphonie et les chaînes de télévision africaines payent chaque année pour être hébergées par les satellites occidentaux. Avec l'entrée en fonctionnement du FMA, de la BCA et du FAI, l'Occident, qui tire d'énorme profit du service de la dette devenu le fonds de commerce des institutions de Bretton Woods, perdait de faramineuses sommes d'argent. Pour avoir voulu priver l'empire de cette rente, Kadhafi était devenu un ennemi à abattre. Et il a été abattu avec la bénédiction de l'Organisation des Nations Unies. Pendant les bombardements de l'OTAN, l'Occident prétendait vouloir instaurer la démocratie en Libye. Aujourd'hui, le pays est devenu le quartier général du djihad dans la bande sahélo-sahélienne. Mais aucune goutte de pétrole ne rate sa destination ! L'expédition a donc été un succès pour les impérialistes qui profitent du chaos pour avoir le pétrole libyen à des prix plus abordables qu'à l'ère Kadhafi.

Au Mali, début 2014, une horde de djihadistes (certains avaient été utilisés par l'Occident pour déstabiliser la Libye et assassiner Kadhafi) s'est jointe aux irrédentistes locaux pour lancer une large offensive sécessionniste dans le nord du pays. Dans une interview publiée en mars dernier dans le **Journal de l'Afrique** N°9, <http://www.michelcollon.info/La-France-nous-avait-donne-son-feu.html?lang=fr> Hama Ag Mahmoud, affirmait sans ambages que la France avait activement contribué à la partition du Mali en soutenant le Mouvement intégriste MNLA contre le pouvoir de Bamako. Voulant diviser le Mali pour mieux le piller, « La France nous avait donné son feu vert pour créer l'Etat de l'Azawad », a révélé Hama Ag Mahmoud, ancien responsable des Affaires extérieures dans le Conseil Transitoire de l'Etat de l'Azawad.

Il faut dire que la stratégie n'est pas nouvelle. Pour piller les ressources du Soudan, les



Occidentaux qui n'ont pas réussi à renverser le régime d'Omar El Béchir ont décidé de partitionner le pays en deux. La partie sud est devenue en 2011 la République du Soudan du Sud. Aussitôt créée, le 54^{ème} Etat africain a sombré dans une guerre pour le pillage des ressources. Depuis juillet 2013, deux frères ennemis Riek Machar et Salvakiir s'y battent pour le contrôle de la présidence. Les morts et les déplacés se comptent en millions. Mais le pétrole et le caoutchouc produits dans le pays prennent la destination de l'Occident. Sans surprise pour qui connaît leur mode de fonctionnement, les grands médias présentent soigneusement la guerre au Soudan du Sud comme « *un conflit tribal opposant les tribus Neur et les Dinka* ».

En République centrafricaine, François Bozizé a été renversé par une coalition de rebelles soutenue par la France à travers son relais sous régional : le président tchadien Idriss Déby. La principale « faute » de Bozizé était d'avoir ouvert son pays à la Chine au point de céder la réserve pétrolière de Boromata à l'Empire du Milieu, malgré les nombreuses mises en garde de Paris <http://www.michelcollon.info/Centrafrique-les-raisons-cachees.html> . Comme dans la fable « *Le loup et l'agneau* » de Jean De La Fontaine, Bozizé sera puni pour sa témérité et remplacé par un chef rebelle appelé Michel Djotodia. Le président déchu aura appris à ses dépens que « *la raison du plus fort est toujours la meilleure* » !

France-USA : le nouveau couple anthropophage

Dans le but de faire main basse sur les ressources africaines, d'empêcher les concurrents asiatiques d'en profiter et d'endiguer tout véritable développement endogène, l'Occident quadrille progressivement le continent. Deux pays sont en tête de ce nouveau déploiement : la France et les USA qui constituent le nouveau couple anthropophage de fait.

Votre téléviseur ne vous en a rien dit. Vos quotidiens et magazines préférés non plus. Et pourtant, en 2013 les USA, à travers le Commandement militaire pour l'Afrique (AFRICOM), ont mené... 546 interventions sur le sol africain. Soit précisément « 55 opérations, 10 exercices et 481 activités de coopération dans le domaine sécuritaire¹¹ », détaillait le général Rodriguez, commandant d'AFRICOM au Congrès étasunien en mars 2014. A la décharge de nos grands médias, précisons que la nouvelle stratégie militaire US mise en application sous Obama¹² a été conçue pour permettre au pays d'intervenir en restant en retrait (*leading from behind* » et sans laisser de traces « *light footprint* ».

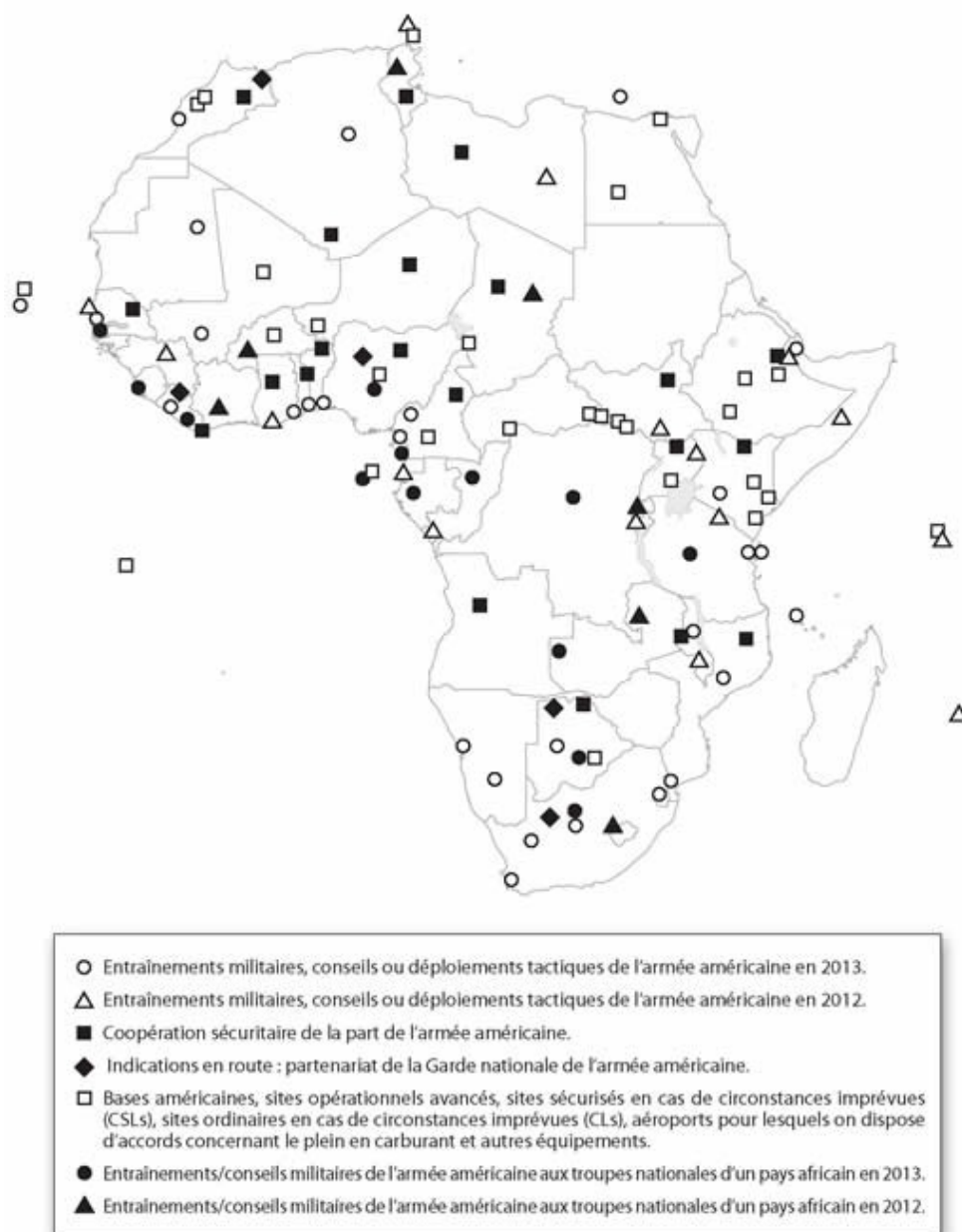
Sous la direction de Maya Kandel, l'Institut de Recherche Stratégique de l'École militaire (IRSEM) a publié en décembre 2014 une étude de 104 pages sur « *La stratégie américaine en Afrique* ». Le *light footprint* y est apparait comme « *l'usage des drones, des forces spéciales et autres modalités discrètes d'intervention, l'importance de la surveillance, enfin l'appui sur les partenariats*¹³ ». La carte ci-dessous donne de plus amples informations sur la présence militaire US en Afrique.

¹¹ Audition du général Rodriguez: « Statement of Gal David Rodriguez, Commander, US AFRICA COMMAND before the Senate Armed Service Committee Posture Hearing », 4 mars 2014.

¹² Lire le document stratégique du Pentagone de janvier 2012.

¹³ Maya KANDEL (dir.), *La stratégie américaine en Afrique*, Etude de l'IRSEM n°36, décembre 2014.





Source : Tom Dispatch

En 2008, la France s'est dotée d'une nouvelle bible de guerre appelée *Livre blanc de la Défense*. Ce document présente l'Afrique, notamment sa partie sahélienne, comme une zone de crise (il faut préciser qu'en 2008 il n'y a pas encore les printemps arabes en Tunisie, en Egypte et en Libye, ni l'avancée des djihadistes au Mali). En novembre 2009, un contingent de l'armée tricolore a été envoyé en Mauritanie pour officiellement former les militaires contre le terrorisme. C'est l'opération Sabre. En janvier 2010, Paris a envoyé d'autres troupes spéciales à Mopti pour officiellement former l'armée malienne contre le même ennemi jusqu'alors invisible. Suite à la prise d'otages sur le site du géant nucléaire français Areva, un important dispositif français est déployé au Burkina Faso.

On le voit, la France positionne progressivement ses troupes dans la région.

Subitement, en janvier 2013, le Mali sombre dans la guerre. La France prend la tête de l'intervention étrangère et lance l'opération Serval. En 2014, le président Hollande déclare la fin de l'opération Serval. Sans attendre le retour des soldats français, il annonce l'opération Barkhane. Celle-ci va plus loin que la précédente. Elle couvre cinq pays : Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Tchad. Mais la présence militaire hexagonale s'étend à d'autres régions du continent, notamment l'Afrique centrale et de l'ouest.

Le couple franco-étasunien en action

En Libye, les USA ont très vite intégré l'« opération Harmattan » lancée par la France et la Grande Bretagne contre Kadhafi. Mais c'est au Mali que l'idylle franco-états-unienne prend toute sa forme. L'appui de l'allié US « *a été décisif en termes de renseignement et d'observation comme de ravitaillement en vol* », se réjouissent les rédacteurs du Rapport d'information N°1288 déposé le 18 juillet 2013 à l'Assemblée Nationale française par la commission de la Défense Nationale et des forces armées, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'opération Serval au Mali.

Le même satisfecit au Sénat où le Rapport d'information N°513, fait au nom de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées par le groupe de travail Sahel et déposé le 16 avril 2013, s'extasie en ces termes : « *Les États-Unis sont aujourd'hui le principal partenaire des Français en termes financiers et un maillon important en termes opérationnels (au Mali). Les États-Unis ont apporté immédiatement leur appui politique à l'opération française* ».

Concrètement, l'aide des USA a été multiforme : drones et avions de reconnaissance, transport aérien stratégique à travers trois C-17, ravitaillement en vol avec trois KC 135. La Maison Blanche a mobilisé une enveloppe budgétaire spéciale (*presidential drawdown*) de 50 millions de dollars pour soutenir l'action de Paris au Mali¹⁴. La France a acquis les drones *Reapers* et, à Niamey, la base des drones français jouxte celle des drones états-unis. Lors d'une visite aux USA en février 2014, François Hollande et Barack Obama ont assumé leur nouvelle alliance impérialiste en ces termes : « *plus qu'ailleurs c'est peut-être en Afrique que notre nouveau partenariat trouve son expression la plus visible* »¹⁵. Tout est dit.

Le retour de l'impérialisme allemand

Avant la crise de 2008, l'économie africaine ne faisait pas partie des priorités de Berlin. Le continent était perçu outre-Rhin comme une vaste aire de misère qu'il fallait aider pour libérer sa conscience ! Cela est d'autant plus vrai que c'est le ministère de la Coopération Economique et du Développement (*Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung*, BMZ) qui s'occupait de près de l'Afrique, suivi par le ministère des Affaires Etrangères. En juin 2000, le BMZ a publié un document de travail intitulé « *Points forts de la coopération au développement* ». 14 pays africains y sont désignés comme des « *États prioritaires* » et neuf autres comme des « *États partenaires* ».

¹⁴ Maya Kandel, *La stratégie américaine en Afrique*, P.22

¹⁵ Tribune commune publiée par Obama et Hollande sous le titre : « Une alliance transformée », *Le Monde*, 11 février 2014.



Mais la nature de ce partenariat est bien précisé : « *coopération au développement* ». L'accent est mis sur le respect des droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. En 2001, le ministère des Affaires Etrangères publie à son tour un document avec pour titre : une « *stratégie pour l'Afrique* ». Il se rapproche du premier par les thèmes abordés : droits de l'homme, démocratie, état de droit.

Avec la crise, l'Allemagne change sa vision de l'Afrique. Comme le confirme Tobias Koepf, auteur de *L'Allemagne à la recherche d'une stratégie de politique africaine*, « à compter de 2008, un discours relativement nouveau vint se juxtaposer au discours sécuritaire [en Allemagne] : l'Afrique n'y était plus présentée comme le continent de la pauvreté, mais plutôt comme le continent des opportunités ¹⁶ ». A quoi était dû ce changement de perspective ? Tobias Koepf répond : « au boom économique enregistré dans certains pays africains [...]. L'économie allemande étant par tradition fortement tournée vers l'exportation, les milieux économiques allemands, qui avaient jusque-là prêté peu d'attention à l'Afrique subsaharienne commencèrent à s'y intéresser de plus près. Le gouvernement fédéral leur emboîta le pas, surtout après l'entrée en fonction du gouvernement de coalition CDU-FDP en 2009 ¹⁷ ». Sur le terrain, les ministres Guido Westerwelle des Affaires Etrangères et Dirk Niebel du Développement intensifient les visites en Afrique, notamment au Ghana, au Mozambique, au Nigéria, en Tanzanie et en Afrique du Sud.

Suivant une gradation ascendante, l'Allemagne avance chaque jour dans la conquête de l'Afrique. En 2014, Berlin a adopté les « *orientations de la politique africaine du gouvernement* ». La deuxième partie de ce document programmatique s'intitule : « Notre engagement en Afrique ». On peut y lire : « *Les marchés africains sont dynamiques et, au-delà des industries extractives, de plus en plus intéressants pour les entreprises allemandes* ».

Outre la conquête des parts de marché, l'Allemagne s'illustre par un activisme militaire croissant en Afrique. En 2011, le gouvernement allemand s'était officiellement déclaré contre le bombardement par l'OTAN de la Libye. Mais, réalisant que les pays qui ont bombardé ce pays en ont tiré un important bénéfice en termes de contrats passés avec les nouvelles autorités, Berlin a ajusté ses positions. Début 2013, le parlement allemand a fait volte-face pour soutenir l'« intervention militaire française au Mali en envoyant des soldats dans ce pays. Depuis, on a déployé des contingents plus forts au Sénégal, en Afrique centrale, dans la Corne de l'Afrique, au Sahara occidental, au Soudan, au Sud-Soudan et en Somalie ¹⁸ ».

C'est à Berlin que l'Afrique avait été partagée comme un gâteau par les impérialistes en 1885. Mais le pays d'Otto Von Bismarck va perdre toutes ses colonies après sa défaite dans la première Guerre Mondiale (1914-1918). Un siècle après, l'impérialisme allemand revient en force.

¹⁶ Tobias Koepf, *L'Allemagne à la recherche d'une stratégie de politique africaine*, janvier 2015, P.12

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Johannes Stern, <https://www.wsws.org/fr/articles/2015/fev2015/boko-f02.shtml>, consulté le 28 mai 2015 à 22h34.



Les Allemands ne sont pas seuls à renfiler leur manteau colonial. Plusieurs pays évoqués plus haut sont à leurs côtés. Mais la liste est beaucoup plus longue. Les Africains doivent donc être très vigilants pour éviter cette recolonisation. Les fils et filles du continent ont une chance aujourd'hui : la multi-polarisation du monde. L'Occident ne peut plus se comporter comme à l'époque où il contrôlait le monde. Il est challengé par les BRICS. Ces derniers ne peuvent pas non plus reproduire les méthodes de l'Occident, au moins pour deux raisons : 1- Ils ne contrôlent pas encore l'économie mondiale. 2-En utilisant les mêmes méthodes, les BRICS vont éroder le capital sympathique dont ils jouissent en Afrique. Et après *La haine de l'Occident*, Jean Ziegler aura de la matière pour écrire *La haine des BRICS*.

Une importante opportunité se présente donc à l'Afrique pour obtenir sa souveraineté. Le continent est riche en matières premières, dispose d'une population jeune et éduquée. Nombre de ses fils et filles excellent dans les domaines technologiques à l'intérieur ou à l'extérieur du continent et disposent de capitaux conséquents. La stabilité politique attire les entreprises. Autant d'atouts qui n'avaient jamais été réunis.

Puissent les Africains s'y appuyer pour enfin se libérer de plusieurs siècles d'impérialisme, source de misère et de mort !

Futurs champs de bataille des États-Unis d'Amérique en Afrique

Vêtus par un kaléidoscope de modèles de camouflage, ils ont passé trois jours entassés dans une base militaire de Floride. Ils appartenaient au *Commandement d'Opérations Spéciales des États-Unis (SOCOM)* et au *Commandement d'Opérations Spéciales de l'Armée des États-Unis*. Il y avait aussi des forces de la France, de la Norvège, du Danemark, de l'Allemagne et du Canada : 13 pays au total. Ils sont venus projeter une campagne militaire « *centrée sur des opérations spéciales* » avec l'appui de forces conventionnelles, une opération multilatérale qui – en cas de réalisation – pourrait coûter des centaines, peut-être des milliers de millions de dollars et, qui sait, combien de vies.

Par **Nick Turse**



2044 ou le revers

Demandez aux participants et ils parleront de prendre en compte les « sensibilités » et les « différences culturelles », l'importance de la « collaboration » et de la « coordination », la valeur de la diversité d'opinions, les « perspectives » et les « associations ». Cependant, à huis clos et sans que le sache la majorité de la population de leurs propres pays, nous ne dirions pas celle des pays qui sont désignés comme objectifs, un petit groupe de stratèges d'opérations spéciales occidentales ont ébauché un « futur militaire multilatéral » pour une région d'Afrique pleine de problèmes.

Entre le 13 et le 15 janvier (2015), des représentants des États-Unis d'Amérique et de 12 pays alliés se sont réunis sur la base aérienne MacDill à Tampa, Floride, pour réaliser un exercice nommé « *Silent Quest 15-1* ». Le scénario fictif dans lequel ils ont présenté leur jeu de guerre a fait les titres des journaux. C'était un amalgame de deux catastrophes, réelles et en cours, de politique extérieure et de contre-terrorisme de l'époque post 11-S : le développement de [Boko Haram](#) au Nigeria et l'apparition de l'État Islamique, aussi connu comme l'État Islamique d'Irak et du Levant ou d'EIL [Daech]. Le jeu de guerre fut axé sur l'apogée imaginaire d'un groupe nommé « État Islamique d'Afrique » et l'étendue de son proto-califat à des parties du [Nigeria](#), du [Niger](#), et du [Cameroun](#), pays victimes de la terreur de Boko Haram, qui vient de jurer sa loyauté à l'État Islamique.



« *Silent Quest 15-1* » a été le dernier d'une série d'exercices – le premier a eu lieu en mars 2013 – élaborés pour tracer les plans d'intervention des forces d'opérations spéciales pour la décennie suivante. Ce jeu de guerre n'a pas été un jeu du style *paintball*. Il n'y a pas eu de fusillades simulées, ni de répétition générale. Cela ne fut pas l'équivalent belliqueux de cette version du football-américain qui se joue sans placages. C'était un exercice théorique de simulation à partir de quelque chose de trop réel : la panoplie croissante d'activités militaires des États-Unis et de leurs alliés dans des zones de plus en plus étendues de l'Afrique. En parlant de ce continent, Matt Pascual, l'un des participants de l'opération et le responsable pour l'Afrique du Groupe d'Appui Euro-Afrique du SOCOM, a remarqué que les États-Unis et leurs alliés traitaient déjà « une myriade de sujets » régionaux et, peut-être le plus important, que beaucoup de pays participants « sont déjà là ». Le pays qui « est déjà là » avec une plus grande présence que le reste est, bien sûr, celui de Pascal : Les États-Unis d'Amérique.

Durant les dernières années, les États-Unis ont été impliqués dans diverses interventions multilatérales en Afrique, y compris une en Libye. Ce qui suppose une [guerre secrète](#) et une [campagne conventionnelle](#) de missiles et de raids aériens, [l'assistance](#) aux forces françaises en République Centrafricaine et au Mali et l'entraînement et le financement de partenaires africains pour s'attaquer à des groupes combattants comme [Boko Haram](#), [al-Shabab](#) en Somalie et [Ansar al-Dine](#) au Mali. En 2014, les États-Unis ont mené 674 actions militaires en Afrique, presque deux missions par jour, et un bond de presque 300 % dans le nombre d'opérations, d'exercices et d'activités annuelles de formation dans le domaine militaire et non militaire depuis la création du *Commandement pour l'Afrique des États-Unis* (AFRICOM) en 2008.

Malgré l'avalanche de missions et une augmentation similaire des bases, du personnel et du financement, le panorama dépeint le mois dernier devant le Comité des Services Armés du Sénat par le général David Rodriguez, commandant de l'AFRICOM, fut étonnamment affligeante. La vision proposée par Rodriguez était celle d'un continent en crise, menacé de l'est à l'ouest par les groupes combattants qui s'étaient développés et renforcés, ou bien qui avaient étendu leur portée mortelle malgré les efforts antiterroristes des États-Unis.

Rodriguez a dit aux membres du comité que « des terroristes et des réseaux criminels transrégionaux s'adaptaient et s'étendaient d'une manière agressive ». « *Al-Shabab* a élargi ses opérations pour diriger, ou pour essayer de diriger, des attaques asymétriques contre l'Ouganda, l'Éthiopie, Djibouti et surtout le Kenya. La menace libyenne augmente rapidement, incluant la présence de plus en plus étendue de l'EIL... Boko Haram menace la capacité du Gouvernement du Nigeria à garantir la sécurité et les services de base dans de vastes zones du nord-est ». Cependant, malgré leurs mauvais résultats depuis que l'Armée US a commencé à « pivoter » vers l'Afrique après le 11-S, les États-Unis d'Amérique viennent de signer un accord pour maintenir leurs troupes sur le continent pratiquement jusqu'au milieu du siècle actuel.

Elargissement de la mission

Pendant des années, l'Armée des USA a publiquement insisté sur le fait que ses efforts en Afrique étaient insignifiants, maintenant intentionnellement les États-Uniens, pour ne pas parler de la majorité des Africains, dans l'ignorance quant à la véritable ampleur, la



dimension et la portée de ses opérations sur le continent. Tant le personnel que ceux qui dirigent les questions publiques d'AFRICOM, tous ont insisté sur le fait qu'il ne s'agissait que d'une « intervention modérée ». Ils évitent de parler des campements militaires et des postes avancés, affirmant qu'ils ont seulement une [base](#) dans un endroit en Afrique : le Camp Lemonnier, dans le petit Djibouti. Cela ne leur plaît pas de parler [des opérations militaires](#) : ils offrent seulement [une information](#) détaillée sur une fraction minuscule de leurs exercices d'entraînement. Et voilà qu'ils se refusent à [révéler](#) les endroits où se trouve le personnel, ou même le nombre de pays impliqués.

Lors d'un entretien, un porte-parole d'AFRICOM m'a parlé à un moment donné de sa préoccupation : si le nombre de déploiements effectués en Afrique était encore dévoilé, cela donnerait une « image biaisée » de l'intervention US. À huis clos cependant, les dirigeants d'AFRICOM utilisent un langage assez différent. À plusieurs reprises, ils ont déclaré que le continent est un « [champ de bataille](#) » US et que – nous ne nous trompons pas – ils sont déjà embourbés dans une « [guerre](#) ».

Selon des chiffres récents du Commandement pour l'Afrique des États-Unis, la portée de cette « guerre » a spectaculairement progressé en 2014. Dans sa « déclaration de posture », AFRICOM déclare qu'il a mené 68 opérations au cours de l'année dernière, dépassant les 55 opérations de l'année précédente. Parmi elles, les opérations « *Juniper Micron* » et « *Echo Casemate* », destinées à appuyer les missions françaises et africaines au Mali et en République Centrafricaine, « *Observant Compass* », la tentative de dégrader ou de détruire [ce qui restait](#) de la sanguinaire *Armée de la Résistance du Seigneur* de Joseph Kony en Afrique Centrale et « *United Assistance* », le déploiement d'effectifs militaires pour faire face à la [crise de l'Ébola](#) en Afrique de l'Ouest.

Le nombre d'exercices conjoints sur le terrain auxquels ont participé les forces US et leurs associés militaires africains sont passés de 10 en 2013 à 11 l'année dernière, y compris « [African Lion](#) » au Maroc, « [Western Accord](#) » au Sénégal, « [Centrale Accord](#) » au Cameroun et le « [Southern Accord](#) » au Malawi. Toutes les unités ont eu une formation sur le terrain et ont servi d'appui à des opérations d'instruction militaire entre armées de l'année précédente.

AFRICOM a aussi dirigé [des exercices de sécurité maritime](#), comme l'« [Obangame Express](#) » dans le « [Golfe de Guinée](#) », « *Saharan Express* » en face des côtes du Sénégal et a assuré trois semaines de formation en matière de sécurité maritime faisant partie de l'exercice multilatéral « [Phoenix Express 2014](#) », avec des marins de nombreux pays dont l'Algérie, l'Italie, la Libye, Malte, le Maroc, la Tunisie et la Turquie.

Le nombre d'activités de coopération en matière de sécurité s'est envolé de 481 en 2013 à 595 l'année dernière. Ces initiatives ont inclus l'instruction militaire dans un « programme de collaboration étatique » qui a regroupé des forces militaires africaines avec des unités de la Garde Nationale états-unienne et du personnel du programme *Africa Contingency Operations Training & Assistance* ([ACOTA](#)) financé par le Département d'État, un programme à travers lequel les conseillers et les instructeurs militaires US offrent matériel et formation militaire aux troupes africaines.

En 2013, le nombre total des activités états-uniennes sur le continent a été de 546, soit en moyenne plus d'une mission quotidienne. L'année dernière, le chiffre s'est élevé à



674. En d'autres mots, les troupes US ont réalisé presque deux opérations, exercices ou activités diverses tous les jours – depuis des [attaques avec des drones](#) jusqu'à de la [formation en contre-insurrection](#), des opérations d'information et des pratiques de tir – quelque part en Afrique. Cela représente une augmentation conséquente si nous comparons les chiffres avec les 172 « missions, activités, programmes et des exercices » dont l'AFRICOM [a hérité](#) d'autres commandements géographiques quand il a commencé ses opérations en 2008.

Des groupes terroristes transnationaux : sortis de nulle part

En 2000, un rapport [réalisé](#) sous la supervision de l'Institut des Études Stratégiques de l'École de Guerre de l'Armée des États-Unis examinait « l'environnement de sécurité en Afrique ». Bien qu'il y fut fait référence aux « mouvements rebelles ou aux séparatistes internes » dans les « états faibles » et aux acteurs non étatiques, comme les milices et les « armées des seigneurs de la guerre », il semble étonnant qu'il n'y soit pas mentionné l'extrémisme islamiste ni les menaces terroristes transnationales les plus importantes. Avant 2001 en fait, les États-Unis ne reconnaissaient aucune organisation terroriste subsaharienne en Afrique et un haut fonctionnaire du Pentagone [a signalé](#) que les combattants islamiques les plus à craindre du continent « n'avaient pas été engagés dans des actes de terrorisme en dehors de la Somalie ».

À la suite de 11-S, même avant que l'AFRICOM ne fût créé, les États-Unis ont commencé à augmenter le nombre des opérations sur le continent, tentant de renforcer les capacités contre-terroristes de leurs alliés et d'isoler l'Afrique des groupes de terroristes transnationaux c'est-à-dire extrémistes islamiques globe-trotters. En d'autres mots, le continent était vu comme quelque chose de semblable à une page blanche pour tester des mesures de prévention du terrorisme.

Depuis ce temps-là, on a injecté des milliers de millions de dollars en Afrique pour construire des bases, pour armer des alliés, pour obtenir de l'information, pour mener des guerres pour le pouvoir, pour assassiner des combattants et pour diriger peut-être des milliers de missions militaires, sans que rien de tout cela n'ait eu l'effet désiré. L'année dernière par exemple, selon l'AFRICOM, les combattants somalis « ont projeté ou ont commis des attentats mortels de plus en plus complexes en Somalie, au Kenya, en Ouganda, à Djibouti et en Éthiopie ». Au début du mois, les mêmes combattants de *al-Shabab* ont franchi un pas en [massacrant](#) 147 étudiants dans une université du Kenya.

L'augmentation meurtrière et l'étendue de al-Shabab peut difficilement se considérer comme une exception en Afrique. Dans une récente [intervention](#) devant le Comité des Services Armés du Sénat, le commandant de l'AFRICOM, David Rodriguez, a rapidement prononcé les noms de nombreux groupes terroristes islamiques qui sont apparus toutes ces années, déstabilisant précisément les pays que les États-Unis avaient essayés de renforcer. Dans cette déclaration, il fit le maximum pour présenter sous leur meilleur jour les efforts militaires de Washington en Afrique, y compris en donnant une lecture rapide du – et cela vaut la peine de la citer *in extenso* – panorama désolant de ce que le « pivot » vers l'Afrique a signifié jusqu'à présent sur le terrain. Quelques paragraphes extraits du document précisent cependant :

« Le réseau de Al-Qaida et ses affiliés et adeptes continuent d'exploiter les régions d'Afrique qui se trouvent pratiquement sans gouvernement et de profiter de leurs



frontières poreuses pour préparer et mener des attentats. *L'État Islamique d'Irak et du Levant* étend sa présence au nord de l'Afrique. Des terroristes aux filiations multiples élargissent leur collaboration dans les captation, financement, entraînement et opérations, tant au sein de l'Afrique que trans-régionalement. Des organisations extrémistes violentes utilisent des appareils explosifs improvisés de plus en plus sophistiqués, et le nombre de victimes à cause de ces armes en Afrique a augmenté à peu près de 40 % en 2014...

Au nord et à l'ouest de l'Afrique, l'insécurité en Libye et au Nigeria menace de plus en plus les intérêts des États-Unis. Malgré les efforts multilatéraux en matière de sécurité, les réseaux terroristes et criminels accumulent des forces et ont obtenu une plus grande interopérabilité. *Al-Qaida au Maghreb Islamique, Ansar al-Sharia, al-Murabitun, Boko Haram, l'État Islamique d'Irak et du Levant*, et d'autres organisations extrémistes violentes profitent des gouvernements faibles, des dirigeants corrompus et des frontières poreuses du Sahel et du Maghreb pour s'entraîner et pour mobiliser des combattants et distribuer des ressources...

La menace libyenne sur les intérêts états-uniens augmente... L'année dernière, le gouvernement, la sécurité et la stabilité économique se sont détériorés de manière significative dans ce pays. Actuellement, des groupes armés contrôlent de grandes zones du territoire libyen et agissent impunément. La Libye semble devenir un paradis sûr où les terroristes, y compris Al-Qaida et les groupes adhérents à l'État Islamique d'Irak et du Levant, peuvent s'entraîner et se refaire impunément. L'État Islamique d'Irak et du Levant est de plus en plus actif en Libye, y compris à Derna, Bengasi, Tripoli et Sebha...

Les effets secondaires de l'instabilité en Libye et au nord du Mali font peser un risque sur les intérêts des États-Unis d'Amérique en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, y compris sur la réussite de la transition démocratique en Tunisie...

La sécurité au Nigeria a aussi empiré l'année dernière. Boko Haram menace le fonctionnement du gouvernement, qui est confronté au défi de garder la confiance de son peuple et de garantir la sécurité et d'autres services basiques... Boko Haram a lancé des attaques à travers la frontière du Nigeria contre le Cameroun, le Tchad et le Nigér...

... la République Centrafricaine et la République Démocratique du Congo courent le risque que des groupes d'insurgés génèrent une plus grande déstabilisation. Il est possible que des tensions ethniques latentes dans la région des Grands Lacs éclatent violemment dans la République Démocratique du Congo ».

Tout cela, selon l'évaluation de la situation du continent faite par l'AFRICOM, qui a mené son un travail pendant presque une décennie, au fur et à mesure qu'augmentaient les missions états-uniennes. Dans ce contexte, il vaut la peine de rappeler qu'avant que les États-Unis ne redoublent d'efforts, l'Afrique était – selon la propre évaluation de Washington – relativement exempte de groupes terroristes islamiques transnationaux.

Faire pencher la balance en Afrique

Bien que Boko Haram jure loyauté à l'État Islamique et malgré les titres alarmistes des quotidiens regrettant leur fusion ou les mélangeant avec d'autres groupes terroristes qui agissent sous des noms semblables, actuellement il n'existe aucun État Islamique de l'Afrique. Mais le jeu de guerre qui a été mis en scène sur la base aérienne MacDill en janvier contre ce groupe imaginaire n'est pas de l'imagination, il représente une étape logique dans une série d'opérations qui se sont fortement accrues depuis la création de l'AFRICOM. Et, dissimulée dans sa *Déclaration de Posture*



2015, une information peut quand même être décelée, à savoir que les manœuvres vont continuer jusqu'en 2040.

En mai 2014, les États-Unis ont signé un accord – nommé « accord d'application » – avec le Gouvernement de Djibouti « qui assure [sa] présence » dans ce pays « jusqu'en 2044 ». De plus, les dirigeants de l'AFRICOM [parlent](#) maintenant de la possibilité de construire une chaîne de postes de surveillance le long de la frange nord du continent. N'oublions pas que, durant ces dernières années, les zones d'action, mini bases et aérodromes US ont proliféré dans des pays limitrophes comme le Sénégal, le Mali, le Burkina, le Niger, et – en sautant [le Tchad](#) (où récemment l'AFRICOM a construit des installations temporaires pour des exercices de forces d'opérations spéciales) – la République Centrafricaine, le Soudan du Sud, l'Ouganda, le Kenya et l'Éthiopie. Tout ce qui suggère que l'Armée des États-Unis se cramponne pour rester en Afrique longtemps.

« *Silent Quest 15-1* » a été dessiné comme un modèle pour démontrer comment Washington mènera la guerre de coalition « centrée sur des opérations spéciales » en Afrique. En fait, comme le sergent d'Artillerie Reina Barnett l'a écrit dans la publication spécialisée du SOCOM « *Tip of the Spear* », elle a été programmée conformément « au *Guide de Planification 2015* du général de division James Linder, le commandant des Opérations Spéciales des États-Unis en Afrique ». Et l'accord avec Djibouti démontre que l'Armée des États-Unis fait des plans pour presque un quart de siècle. Mais si les six dernières années – marquées par une augmentation de 300 % du nombre de missions US, et par l'étendue du terrorisme et des groupes terroristes en Afrique – indiquent quelque chose, il est probable que les résultats ne soient pas du goût de Washington.

Le commandant de l'AFRICOM, David Rodriguez, continue de présenter de la meilleure manière possible les efforts US en Afrique, citant « une avancée dans plusieurs domaines, grâce à la collaboration étroite avec nos alliés et associés ». Cependant, l'évaluation de la situation de la part de l'AFRICOM semble très peu encourageante. « Là où nos intérêts nationaux nous obligent à faire pencher la balance et à améliorer les réussites collectives en matière de sécurité, peut-être devons-nous travailler plus, en préparant bien nos alliés et associés, ou bien en agissant unilatéralement », peut-on lire dans la déclaration de posture que Rodriguez a présentée au comité du Sénat.

Cependant, après plus d'une décennie d'augmentation des efforts, peu de preuves existent de ce que l'AFRICOM ait la moindre idée de comment faire pencher la balance en sa faveur en Afrique.

Source originale en anglais : « [The U.S. Military's Battlefield of Tomorrow](#) », [TomDispatch](#)

Traduit de l'anglais pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi



Après Diouf et Wade, voilà le "Tirailleur" Macky Sall:

Pourquoi l'élite politique régnante du Sénégal est-elle servile et contre la paix?

Les libéraux et sociaux libéraux du Sénégal indépendant font dans la continuité d'une tradition collaborationniste coloniale qui remonte à la défaite de la résistance anticoloniale et à l'inféodation d'une prétendue élite au système de domination coloniale.

Par **Roland Fodé Diagne**



L'opinion démocratique, patriotique, panafricaniste et internationaliste du Sénégal et d'Afrique est choquée et révoltée. Le président Macky Sall a osé annoncer l'envoi de 2100 soldats sénégalais pour agresser le peuple yéménite. Après le recruteur des "Tirailleurs" pour la boucherie impérialiste 14-18, le précédent le plus récent a été Abdou Diouf lors de la guerre coloniale contre l'Irak. Les *jambars* (terme Wolof qui signifie [soldats] courageux) y avaient été envoyés et près d'une centaine d'entre eux ont perdu la vie avant que Wade, sous protection de mirages français, n'aille à Benghazi trahir Kadhafi.

Les libéraux et sociaux libéraux du Sénégal indépendant font dans la continuité d'une tradition collaborationniste coloniale qui remonte à la défaite de la résistance anticoloniale et à l'inféodation d'une prétendue élite au système de domination coloniale.

Pour se tailler son empire colonial de l'ouest puis de l'équateur africain, la France coloniale avait fondé les "Tirailleurs sénégalais" pour en faire les troupes de choc commandées par des officiers coloniaux.

Cette fois, il s'agit, comme sous Diouf en 91, d'envoyer à la mort des enfants du peuple, jamais leurs propres enfants, pour les intérêts des théocraties saoudiennes, qataries, koweïtiennes, etc.

Mais n'est-ce pas là un prolongement logique à la vassalisation aux intérêts de la *Françafric*, de l'*Eurafric* et de l'*Usafric* ?

Amalgame trompeur entre "lieux saints de l'Islam" et les Monarchies des pétrodollars

Tel est le principal prétexte de l'envoi de troupes au service des ambitions des théocraties féodales saoudienne, koweïtienne et qatarie. Le libéral Macky Sall instrumentalise la foi musulmane de la majorité musulmane du pays pour se lancer comme mercenaire dans une aventure guerrière contre le peuple yéménite majoritairement musulman. Il surfe sur la croyance fausse selon laquelle il y aurait fusion entre "la Mecque et Médine, la terre sainte" et les monarques milliardaires, corrompus, corrupteurs que Thierno Souleymane Baal s'adressant aux populations musulmanes du Fouta dénonçait comme suit : ***"Détrônez tout imâm dont vous voyez la fortune s'accroître et confisquez l'ensemble de ses biens ; combattez-le et expulsez-le s'il s'entête ; veillez bien à ce que l'imâmât ne soit pas transformé en une royauté héréditaire où seuls les fils succèdent à leurs pères ; l'imâm peut être choisi dans n'importe quelle tribu ; choisissez toujours un homme savant et travailleur ; il ne faudra jamais limiter le choix à une seule et même tribu ; fondez-vous toujours sur le critère de l'aptitude"***.

Ainsi il suffit d'un coup d'oeil sur la conduite guerrière des impérialistes US et de l'UE à travers le monde pour se rendre compte qu'une fois détruite l'URSS communiste, le "choc des civilisations, des races, des cultures, des religions" est devenu le principal outil idéologique de l'impérialisme en crise pour chercher à pérenniser leur hégémonie sur les peuples du monde. Cette offensive idéologique impérialiste raciste n'a d'autre but que de s'emparer des richesses et de soumettre les peuples à leur pillage spoliateur.

La construction idéologique de l'ennemi intérieur et extérieur Musulman, Noir, Arabe, Rrom, puis demain Bouddhiste, Asiatique, Sud-Américain, etc leur permet, à la fois, de diviser les classes sociales exploitées à l'intérieur des pays impérialistes et de rallier sur des bases racistes la partie "blanche" des exploités contre les pays et peuples opprimés à l'extérieur définis comme "barbares".

Il n'y a rien de nouveau, quant au fond, dans les théories et pratiques prédatrices de l'impérialisme. Rappelons que Jules Ferry en France et Céciles Rhodes en Angleterre, mais aussi George Washington aux USA, ont tous justifié la colonisation, et pour le dernier l'esclavage, au nom de la "mission civilisatrice des peuples supérieurs sur les peuples inférieurs et sauvages".

Il n'y a rien de nouveau non plus dans le fait que ces "missions civilisatrices" barbares du capitalisme impérialiste ont chaque fois mis à contribution une prétendue "élite" issue des peuples à "civiliser".



Ce sont les formes qui changent. C'est ainsi qu'aujourd'hui les impérialistes US et de l'UE mettent à contribution les Emirs des pétrodollars pour diviser les Musulmans entre Chiites et Sunnites, financer les groupes terroristes fanatisés Wahhabites, Salafistes et Takfiristes, non pour combattre le colonialisme sioniste israélien, mais pour soumettre les Etats laïcs du monde musulman qui rejettent la domination néocoloniale.

Telle est la leçon essentielle que l'on doit retenir des guerres d'agression coloniale contre l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Centrafrique, le Soudan, la Somalie, la RDC et les projets de guerres contre l'Iran.

C'est aussi comme cela qu'il faut comprendre aujourd'hui la servilité monnayée pour financer le "Plan Sénégal Emergent" (PSE) du président libéral de l'APR par sa décision d'envoyer dans le mouvoir yéménite les enfants du peuple. C'est cela le néo-colonialisme qui s'est traduit par le voyage escorté par les mirages français du PDS libéral, Wade, en Libye et l'envoi à la mort de près d'une centaine de soldats sénégalais par le social libéral PS, Diouf, lors de la guerre contre l'Irak. La décision présidentielle s'inscrit donc dans cette tragique tradition coloniale et néocoloniale.

Les causes systémiques des nouvelles agressions impérialistes contre les peuples

Dès sa naissance, le capitalisme en tant que mode de production a été marqué par ce que d'aucun appelle aujourd'hui « mondialisation ou globalisation ». En effet, la classe sociale porteuse de ce système économique et social, la bourgeoisie ou le patronat des groupes monopolistes, a été boosté dans sa conquête de la puissance économique et politique par la découverte des matières premières minérales comme le charbon, le fer, l'or et des matières premières agricoles comme la laine, le coton, le café dont l'exploitation exigeait une main d'œuvre ayant comme seule possession sa force de travail manuelle et/ou intellectuelle : la classe ouvrière, le prolétariat.

C'est ainsi qu'est né, parallèlement à la contradiction capital – prolétariat, le système colonial et esclavagiste par la conquête militaire brutale du continent américain, le génocide des Amérindiens qui est le premier grand crime contre l'humanité de l'ère moderne, l'émigration massive des populations européennes persécutées et/ou appauvries pour peupler le continent américain complétée par la traite et l'esclavage des Noirs d'Afrique. Du 15^{ème} au 18^{ème} siècle le sous-continent européen sera à la fois la puissance technologique, industrielle, financière, militaire, stratégique et géopolitique. C'est en Europe qu'arrivaient les matières premières pillées en Amérique pour être transformées en produits industriels.

Au 19^{ème} et 20^{ème} siècle, la seconde phase de la « mondialisation » capitaliste s'opéra par la conquête des empires coloniaux. L'Europe, notamment sa partie ouest bientôt suivie par les USA, était toujours « l'atelier du monde » transformant les matières premières agricoles et minières en produits industriels de consommation.

Toutes les guerres coloniales, du capitalisme naissant, puis du capitalisme en développement et enfin du capitalisme arrivé à maturité, l'impérialisme, qui s'est partagé le monde par la conquête de vastes empires coloniaux sans omettre les guerres inter-impérialistes comme la guerre de 1914-1918 pour un nouveau partage, ont ceci de caractéristique : elles ont été faites pour voler



les matières premières, pour les transformer en marchandises industrielles et pour surexploiter la main d'œuvre esclave ou asservie par le travail forcé.

Or, ce qui caractérise l'évolution actuelle, c'est que les luttes de libération nationale, au 18^{ème} et début du 19^{ème} siècle sur le continent américain dans le sillage des indépendances des USA et de Haïti, puis celles du 20^{ème} siècle impulsées et soutenues par la Révolution Bolchevique, l'URSS et le camp socialiste victorieux du Nazisme, ont produit les pays dits « émergents » comme la Chine, l'Inde, le Brésil, le Vietnam ainsi que de nouvelles expériences révolutionnaires, progressistes, antilibérales comme au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, au Nicaragua, au Salvador, au Pérou, etc., qui s'appuient sur l'héroïque résistance économique, culturelle, politique et idéologique de Cuba.

Ces pays deviennent les nouveaux « pays ateliers » qui produisent tout ce que la planète consomme, en particulier tout ce que consomment l'UE et les USA, lesquels se « désindustrialisent » progressivement pour se transformer en parasites vivant de la spéculation, de l'usure et de la rente.

Cette évolution objective de la division internationale du travail au cours de cette troisième phase de la « mondialisation ou globalisation », c'est-à-dire de l'internationalisation du capital et de la recherche du profit maximum, confère un caractère particulier au nouveau cycle des guerres d'agressions coloniales de l'impérialisme US et UE contre les peuples.

En effet le nouveau cycle des guerres impérialistes est engendré par la nécessité pour l'impérialisme de contrôler les sources de matières premières stratégiques indispensables au développement des pays "émergents". Il s'agit de générer des profits colossaux en contrôlant et rendant les pays "émergents" dépendants d'eux pour leur accès aux matières premières dont ils ont besoin pour continuer à se développer.

Par leur mainmise sur les richesses stratégiques des pays producteurs, les USA et l'UE s'érigent en usuriers rentiers fixant les conditions d'accès aux matières premières aux pays "émergents". Les Firmes Transnationales US et de l'UE peuvent ainsi spéculer sur les prix, fixer les taxes, poser leurs conditions, organiser le sabotage des économies ou les affaiblir, mener la guerre commerciale et donc continuer à exploiter et dominer l'économie mondiale. Voilà d'où provient le fait que les économies des USA et de l'UE dépendent toujours plus fortement du complexe militaro-industriel et de la finance spéculative. L'impérialisme français a un taux de croissance quasi nul, mais une économie exportatrice de plus en plus dépendante des ventes d'armes, notamment des avions de guerre achetés surtout par les pétromonarchies saoudo-qataries.

Voilà pourquoi l'impérialisme provoque les actuelles guerres de « faible ou moyenne intensité » contre les pays faibles ou encore sous-développés pour les asservir. C'est le cas des deux guerres contre l'Irak, de la guerre contre l'ex-Yougoslavie, contre l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, la Libye, le Mali, la Centrafrique. Voilà pourquoi les USA et l'UE se servent des Emirats des pétrodollars pour financer et armer les groupes "djihadistes" comme Daesh, l'EIL, Al Qaïda, Front Al-Nostra, Shebab, Boko Haram, Mujao, MNLA, Ansardine.

Il s'agit d'en finir avec des pouvoirs qui refusent de se soumettre au diktat des impérialistes, qui donc malgré la nature bourgeoise ou féodale de leur régime, rejettent la domination impérialiste et même parfois cherchent à développer leur pays pour en faire des pays "émergents" et indépendants.



L'Irak de Saddam Hussein, la Libye de Khadafi sont justement ce type de pays où l'argent du pétrole, par le biais des nationalisations de la production, du raffinage et même de l'industrie pétrochimique, a doté ces pays d'un indice du développement humain (idh) qu'on ne trouve nul part dans les pays, comme le Sénégal, soumis et servile à l'impérialisme. Mieux, ces pays ont investi dans des réalisations économiques, éducatives, sanitaires et sociales qui commençaient à les mettre sur les rails de la vraie "émergence".

C'est justement cela qui est détruit par les agresseurs impérialistes qui, à coups de bombes et de missiles, s'évertuent à ramener ces pays à « l'âge de pierre » pour ensuite insérer ces pays ainsi détruits dans le système inique de la dépendance néocoloniale de la dette, des plans d'ajustement structurel libéraux et ainsi, sous le prétexte de la "reconstruction", distribuer le profit maximum à leurs entreprises privées.

En plus, comme on le voit en Irak et en Libye, à cette destruction massive des infrastructures, des réalisations économiques, culturelles, éducatives, sanitaires et sociales, à ce pillage des œuvres historiques et à cette prédation gloutonne, il faut ajouter les assassinats ciblés des ingénieurs, des savants, des chercheurs, des professeurs des pays agressés par les impérialistes afin de les rendre dépendants pour une ou plusieurs générations. C'est aussi en cela que l'impérialisme, c'est la barbarie.

Les échecs en cours de la stratégie impérialiste du chaos

Après avoir vu comment procède l'impérialisme pour assurer la pérennité de sa domination mondiale multi séculaire, il faut observer que la situation commence à se compliquer pour lui. En effet, tout ne se passe comme prévu, à la grande surprise des soi-disant "élites" mentalement colonisées.

On a d'abord assisté à des offensives militaires criminelles contre des Etats et des peuples. Mais les guerres en Afghanistan, puis en Irak, en Libye ont certes créé le chaos, mais le but même d'accaparement des richesses de ces pays par les multinationales s'est révélé et se révèle plutôt problématique.

Certaines forces terroristes "djihadistes" qui avaient été sollicitées par les impérialistes et leurs vassaux des théocraties saoudienne, qatarie, koweïtienne, etc se sont retournées contre leurs parrains maffieux occidentaux. En fait, certains de ces "djihadistes" ont leur propre agenda politique même s'il faut remarquer qu'ils passent d'un groupe à un autre selon celui qui paye le plus.

Les forces obscures "djihadistes" ont aussi recruté, avec l'aide des finances saoudienne, qatarie et koweïtienne aux USA, dans les différents pays de l'UE et à travers le monde, des mercenaires fanatisés. Certaines ont en partie échappé au contrôle de leurs maîtres occidentaux, sionistes et féodaux des monarchies pour commettre des attentats terroristes, comme ceux du World Trade Center en 2001 et de Charlie Hebdo en 2015, etc. Remarquons ici que ces fanatiques assassinent et massacrent avant tout des musulmans. L'Algérie en a fait l'amère expérience lors des "années de plomb" dans un assourdissant silence des médias impérialistes et de leurs relais locaux en Afrique.



Le projet de guerre contre la Syrie a été contré par la Russie, la Chine et les Etats progressistes d'Amérique du Sud. N'a-t-on pas vu la sortie significative du Ministre des Affaires Etrangères français, Laurent Fabius, sur le "bon boulot d'Al Nostra" en Syrie. De même qu'on peut observer que les terroristes "djihadistes" sont soignés et armés par Israël avant d'être renvoyés pour tuer les "musulmans" Syriens.

En Afrique même, les mensonges qui ont été évoqués pour abattre Khadafi et semer le chaos en Libye sont à l'origine de la multiplication des naufrages de migrants fuyant la guerre et du développement du "djihadisme" dans le nord Mali, puis du Nigeria et en Centrafrique.

La prise de conscience de la dangerosité de l'impérialisme et de ses guerres coloniales contre les peuples et l'Afrique avance à toute vitesse. Ainsi, malgré l'extraordinaire complexité évolutive de la situation, le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria combattent de plus en plus Boko Haram et résistent pour l'instant aux pressions des impérialistes US et de l'UE dont le véritable dessein est l'occupation militaire du Sahel. Au Mali, malgré l'effet anesthésiant de l'épisode de l'escroquerie de l'impérialisme français volant au secours des populations à travers Serval, le peuple malien se rend compte de plus en plus de la supercherie et résiste de plus en plus au stratagème trompeur de la « Françafrique ». L'opération Barkhane est éclaboussée en Centrafrique par le scandale de la pédophilie pratiquée par des soldats français sur des enfants. Africom, ce commandement US otanien pour l'Afrique ne trouve pour le moment nulle part pied à terre sur le continent.

Mais là où l'échec est encore plus patent pour les impérialistes, c'est en Ukraine. Là, les impérialistes, après une longue période d'avancée de l'OTAN et de l'UE vers les frontières de la Russie, viennent d'être stoppés net par la bourgeoisie patriotique russe par la réintégration de la Crimée. Les forces antifascistes ukrainiennes du Donbass et de la Nouvelle Russie ont donné un coup d'arrêt à l'expansionnisme de l'OTAN et de l'UE à l'est du sous-continent européen.

La Chine en fait de même en Asie avec son projet de développement régional appelé "nouvelles routes maritime et terrestre de la soie". Son partenariat "gagnant-gagnant Sud/Sud" et le "consensus de Pékin" qui rallie toujours plus de pays contre celui de "Washington" ont circonscrit le cadre libéral de la domination occidentale exercée sur la planète au travers du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC et des APE et TAFTA.

Enfin, "l'arrière-cour" qu'a été l'Amérique du Sud pour les USA lui échappe de plus en plus sous les coups de boutoirs des nouveaux processus révolutionnaires anti-libéraux et anti-impérialistes engendrés par l'exemple héroïque de la résistance cubaine que connaissent les pays de l'Alba, de la CELAC, etc.

Le Sénégal et l'Afrique doivent être dans le camp de la paix et de l'égalité entre les peuples

Diouf et le PS social libéral, Wade et le PDS libéral, Macky et l'APR libéral ont choisi leur camp, celui des guerres coloniales des impérialistes US et de l'UE, celui de la « françafrique », de « l'eurafric » et de « l'usafrique », celui des monarchies vassales du Wahhabisme, du Salafisme et du Takfirisme contre les peuples et contre la Palestine, l'Afrique et les Africains. Les conséquences prévisibles de cet asservissement à l'impérialisme et à ses vassaux des pétrodollars sont



illustrées par ce qui est arrivé au Mali où la bourgeoisie apatride a obéi à tous les diktats de la « françafrik » au point que l'Etat s'est effondré, laissant tout le nord du pays aux mains des séparatistes du MNLA et des terroristes wahhabo-salafistes et takfiristes racistes financés par les pétrodollars qui ont profané les tombes des Saints africains enterrés à Tombouctou. L'aveuglement de l'argent et la servilité à la françafrik, à l'eurafric et à l'usafric deviennent une menace pour la sécurité des Sénégalais et des Africains. Le Sénégal va entrer dans une zone de turbulence alors même que les terroristes fascistes continuent de menacer nos frères et soeurs du Mali, du Niger, du Cameroun et du Nigéria. Il doit être dit clairement que l'annonce des achats des avions rafales français par les monarchies saoudienne et qatarie et le besoin d'argent pour le PSE, sans oublier la manipulation électorale des électeurs musulmans, apparaissent à l'analyse comme des motivations inavouables de cet engagement dans la guerre contre le peuple du Yémen.

Le monde se divise de plus en plus entre, d'une part les camps de la guerre incarné par les USA, l'UE, les monarchies des pétrodollars flanquées des groupes terroristes fanatisés "djihadistes" et, d'autre part, celui de la paix représenté par la Chine, la Russie, l'ALBA, la CELAC, les BRICS, la Syrie, l'Iran, l'Inde, le Vietnam, la Corée du Nord, les pays de la SADC en Afrique, l'Algérie, etc, c'est à dire l'écrasante majorité des peuples du monde tout comme les travailleurs et peuples des pays occidentaux.

Cette réalité objective du monde dans lequel nous vivons s'impose de plus en plus à tous. Le monde est redevenu et redevient de nouveau dangereux en raison de la nature barbare du capitalisme et de l'impérialisme libéré du contrepoids qu'était l'URSS, le camp communiste, de 1945 à 1991.

Les rescapés du camp socialiste temporaire que sont la Chine, Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord, les nouveaux Etats progressistes anti-libéraux et anti-impérialistes de l'ALBA et de la CELAC, ceux des Etats bourgeois patriotiques tels la Russie, l'Iran, les BRICS, le Zimbabwe, l'Angola, l'Algérie constituent progressivement le nouveau contrepoids qui change peu à peu la donne géostratégique en faveur des peuples.

Chaque Etat est appelé à choisir son camp. Et c'est à partir de leur choix que les pays s'inscrivent ou non dans la perspective de l'indépendance, de la souveraineté, de l'émancipation nationale et populaire.

La gauche anti-libérale, anti-impérialiste et anti-capitaliste du Sénégal et des pays d'Afrique doit clairement intégrer cette division du monde actuel dans son programme de libération nationale et populaire et dans sa lutte patriotique, panafricaine et internationaliste contre la guerre, pour la paix et pour l'égalité entre les peuples.

La Gauche doit être à l'avant-garde des travailleurs et du peuple pour éviter que les pouvoirs néocoloniaux des libéraux et sociaux libéraux ne les réduisent à ce que disait fort justement Thomas Sankara : ***"L'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort. Cet esclave répondra seul de son malheur s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. Seule la lutte libère"***.

Alors, pas en notre nom, NON à l'envoi des fils du peuple contre le peuple du Yémen.



Retrouvez également

LE JOURNAL DE NOTRE AMERIQUE n°5

à paraître prochainement sur Investig'Action -

www.michelcollon.info

Soutenez l'info indépendante,

[Rejoignez les Amis d'Investig'Action](#)

